

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

© LUTTE DE CLASSE

Lutte ouvrière dans les élections européennes p.1

- **La mobilisation populaire en Algérie**
- **Crise climatique et capitalisme**
- **L'école française et le nationalisme**
- **La dictature au Kazakhstan**
- **Ford-Blanquefort**



Au sommaire de ce numéro

Contre le grand capital, le camp des travailleurs	1
Algérie: contre le système, une mobilisation populaire vaste et déterminée	7
Crise climatique: renverser le capitalisme pour offrir un avenir à l'humanité	14
L'école, de Jules Ferry à nos jours: la jeunesse rangée derrière le drapeau de la bourgeoisie	19
Kazakhstan: le tyran passe la main, son clan la garde	25
Fermeture de Ford-Blanquefort et politique de classe	30

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à:

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.

Contre le grand capital, le camp des travailleurs

Lors des élections européennes des 25 et 26 mai prochains, Lutte ouvrière présente une liste, conduite par Nathalie Arthaud et Jean-Pierre Mercier.

Nous reproduisons ci-dessous la circulaire électorale qui sera adressée aux électeurs, ainsi que les affiches qui seront apposées sur les panneaux officiels.

Nos lecteurs pourront suivre notre campagne dans notre hebdomadaire *Lutte ouvrière* et sur notre site Internet www.lutte-ouvriere.org/europeennes

19 avril 2019

Élection des députés au Parlement européen du 26 mai 2019

Contre le grand capital, le camp des travailleurs



lutte ouvrière



Liste conduite par

Nathalie Arthaud

Enseignante

et **Jean-Pierre Mercier**

Ouvrier dans l'automobile

La construction européenne a 60 ans.

Quel est son bilan ?

Pour les travailleurs, il n'y a même pas de salaire minimum européen. Pour les femmes, pas même la généralisation du droit à l'IVG ! En matière d'environnement, nous courons à la catastrophe. L'Union européenne a été conçue par et pour les groupes capitalistes. Sa politique est à l'image de toute la société où seuls comptent l'argent et les rivalités commerciales.

Mais nous ne sommes pas de ceux qui vantons le repli national. Les frontières ne protègent pas les travailleurs. Elles n'empêchent ni les crises économiques, ni l'exploitation, ni la rapacité des capitalistes à commencer par ceux de notre propre pays. Elles entretiennent les inégalités et sont des obstacles pour ceux qui cherchent un endroit où gagner leur vie.

Construire une Europe sociale soucieuse des peuples, de la planète ne se fera qu'en ôtant à la minorité capitaliste son pouvoir sur l'économie et la société.

Contre la domination du grand capital

Défendre nos conditions de vie et notre pouvoir d'achat exige de s'affronter à la grande bourgeoisie qui tient les commandes.

Les Gilets jaunes ont exprimé une juste colère contre la politique anti-ouvrière de Macron. Mais les donneurs d'ordre sont ceux qui possèdent les banques et les multinationales de l'industrie, de la grande distribution de l'énergie et des trans-

ports. Ce sont eux les premiers responsables du recul social.

Ces grands capitalistes ne brisent pas de vitrines, ils brisent des vies ! En fermant des usines, en licenciant, en laminant les salaires, en aggravant les conditions de travail. Ils répandent dans les classes populaires la peur du lendemain, celle de ne pas pouvoir payer son loyer, ou d'avoir à se priver sur l'alimentation, le chauffage ou les soins.

Salariés ou retraités, embauchés, précaires ou au chômage, vous tous qui vivez de votre travail, exprimez vos exigences !

Chacun doit pouvoir vivre d'un emploi payé correctement. Il faut prendre sur les milliards de profits pour augmenter les salaires, les allocations et les pensions de retraite et les indexer sur les prix. Il faut interdire les licenciements et imposer la répartition du travail entre tous sans perte de salaire.

Vouloir contrôler ce que fait l'État de nos impôts est légitime. Mais contrôler les fortunes qui s'accumulent entre les mains de quelques milliers de grands bourgeois l'est tout autant. Le grand capital s'approprie les richesses créées par ceux qui travaillent. Il écrase nombre de commerçants, de

paysans et d'artisans qui, tout en travaillant d'arrache-pied, ne vivent pas mieux.

Tant que cette minorité capitaliste domine, il n'y aura pas de partage des richesses. Et, plus grave, la collectivité ne pourra pas gérer l'économie de façon à assurer à tous une vie digne de ce siècle. La concurrence pour le profit privé est devenue un obstacle au progrès social. La société n'a jamais été aussi riche... et les urgences hospitalières, les maternités, les Ehpad et l'Éducation manquent de moyens ! Les dirigeants du pays prétendent qu'il est impossible d'entretenir les routes, les ponts ou les voies de chemin de fer, et d'en

Lutte ouvrière - BP 20029 - 93501 Pantin Cedex

www.lutte-ouvriere.org

finir avec l'habitat insalubre. Les formidables possibilités de la société sont gâchées.

La seule devise du grand capital, c'est « après moi le déluge ». L'avenir, c'est de le renverser en l'expropriant et en prenant la maîtrise des banques et des groupes industriels et commerciaux pour décider collectivement de ce qui doit être produit et comment.

En votant Lutte ouvrière,

- vous marquez votre opposition au gouvernement Macron, en rejetant ceux qui veulent le remplacer mais respectent le pouvoir de la grande bourgeoisie,
- vous exprimerez les exigences des travailleurs et de l'immense majorité,
- contre l'Europe du capital, la tentation du repli sur soi, le nationalisme et le racisme, vous défendrez la perspective d'une Europe réellement unifiée et ouverte sur le monde qui garantisse la liberté de circulation et d'installation,
- vous affirmerez la nécessité d'une Europe débarrassée du capitalisme et fondée sur des relations égalitaires entre les peuples, sans rapports de concurrence ni de domination.



**« Je vous appelle à voter
Lutte ouvrière
pour faire entendre le camp
des travailleurs, pour populariser
ses exigences, pour affirmer
les perspectives communistes ! »**

Arlette Laguiller

Ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins de vote seront disponibles dans les bureaux de vote.

- | | | |
|--|--|---|
| 1. Nathalie ARTHAUD - Enseignante - Seine-Saint-Denis | 28. Ali KAYA - Ouvrier de l'industrie automobile - Yvelines | 54. Richard BLANCO - Employé au ministère du Travail - Tarn-et-Garonne |
| 2. Jean-Pierre MERCIER - Ouvrier de l'automobile - Yvelines | 29. Nathalie MALHOLE - Secrétaire médicale - Bouches-du-Rhône | 55. Fabienne DELORME - Enseignante - Yonne |
| 3. Ghislain JOACHIM-ARNAUD - Technicienne de laboratoire - Martinique | 30. Michel DARRAS - Technicien dans l'automobile - Pas-de-Calais | 56. Liberto PLANA - Employé d'hypermarché - Pyrénées-Orientales |
| 4. Éric PECQUEUR - Ouvrier de l'automobile - Nord | 31. Julie LUCOTTE - Infirmière - Saône-et-Loire | 57. Auréli JOCHAUD - Infirmière - Paris |
| 5. Claire ROCHER - Infirmière hospitalière - Côte-d'Or | 32. Vincent CHEVROLLIER - Professeur des écoles - Eure-et-Loir | 58. Vincent GOUTAGNY - Ouvrier dans l'industrie plastique - Ain |
| 6. Éric BELLET - Ouvrier - Cher | 33. Marie-Claude RONDEAUX - Ouvrière retraitée - Nord | 59. Jacqueline UHART - Enseignante - Pyrénées-Atlantiques |
| 7. Monique DABAT - Cheminote - Paris | 34. Olivier MINOUX - Ouvrier dans la chimie - Rhône | 60. Vincent COMBES - Agent logistique aéronautique - Haute-Garonne |
| 8. Eddy LE BELLER - Technicien chantier naval - Loire-Atlantique | 35. Mélanie PEYRAUD - Enseignante - Eure | 61. Catherine VAN CAUTEREN - Ouvrière dans l'aéronautique - Seine-et-Marne |
| 9. Farida MEGDOUD - Enseignante - Loiret | 36. Jean CAMONIN - Technicien de maintenance - Essonne | 62. Romain BROSSARD - Enseignant - Loire |
| 10. Pascal LE MANACH - Ouvrier de l'automobile - Seine-Maritime | 37. Anne BRUNET - Enseignante en lycée professionnel - Indre-et-Loire | 63. Louise FÈVE - Cheminote - Bas-Rhin |
| 11. Chantal GOMEZ - Dessinatrice technique - Isère | 38. Olivier NICOLAS - Informaticien - Charente | 64. François MEUNIER - Instituteur - Hautes-Pyrénées |
| 12. Jean Yves PAYET - Conseiller agricole - La Réunion | 39. Élisabeth FAUCON - Enseignante - Haute-Vienne | 65. Charline JOLIVEAU - Employée de banque - Paris |
| 13. Valérie HAMON - Cheminote - Ille-et-Vilaine | 40. Martial COLLET - Ouvrier métallurgiste - Côtes-d'Armor | 66. Guillaume PERCHET - Électronicien - Gironde |
| 14. François ROCHE - Ouvrier dans l'aéronautique - Bouches-du-Rhône | 41. Agathe MARTIN - Cheminote - Val-de-Marne | 67. Martine AMELIN - Employée retraitée - Mayenne |
| 15. Valérie FOISSEY - Aide-soignante - Seine-Maritime | 42. Antoine COLIN - Enseignant-chercheur - Charente-Maritime | 68. Bruno PALENI - Professeur en lycée du bâtiment - Somme |
| 16. Julien WOSTYN - Ouvrier de l'automobile - Haut-Rhin | 43. Renée POTCHTOVIK - Factrice - Oise | 69. Isabelle LECLERC - Secrétaire retraitée - Gard |
| 17. Anne ZANDITÉNAS - Enseignante - Aisne | 44. Mario RINALDI - Technicien de maintenance dans l'automobile - Moselle | 70. Jacques MATTEÍ - Ouvrier métallurgiste - Haute-Savoie |
| 18. Jean-Marie NOMERTIN - Employé - Guadeloupe | 45. Josefa TORRES - Technicienne de laboratoire - Val-de-Marne | 71. Estelle JAQUET - Enseignante - Alpes-Maritimes |
| 19. Isabelle BONNET - Enseignante - Bouches-du-Rhône | 46. Nicolas BAZILLE - Cheminot - Loire-Atlantique | 72. Yves CHEÈRE - Ouvrier retraité de l'automobile - Sarthe |
| 20. Salah KELTOUMI - Ouvrier de l'automobile - Haut-Rhin | 47. Kelig LAGRÉE - Enseignante - Morbihan | 73. Marie-José FALIGANT - Infirmière en hôpital public - Maine-et-Loire |
| 21. Dominique CLERGUE - Ouvrière qualifiée - Loiret | 48. Pierre NORDEMANN - Employé d'organisme social - Meurthe-et-Moselle | 74. Maurice CHAYNES - Retraité des télécommunications - Hérault |
| 22. Thomas ROSE - Enseignant - Marne | 49. Adèle KOPFF - Enseignante - Drôme | 75. Dominique REVOY - Enseignante - Jura |
| 23. Fanny QUANDALLE - Postière - Gironde | 50. Michel TREPPO - Ouvrier de l'automobile - Doubs | 76. Philippe JULIEN - Technicien de l'automobile - Seine-Saint-Denis |
| 24. Patrice VILLERET - Ouvrier ajusteur fonderie - Vienne | 51. Cécile FAURITE - Cheminote - Rhône | 77. Mink TAKAWÉ - Professeure des écoles - Ardennes |
| 25. Marie SAVRE - Psychologue en hôpital psychiatrique - Puy-de-Dôme | 52. Dominique MARIETTE - Professeur retraité - Val-d'Oise | 78. Roland SZPIRKO - Retraité de l'automobile - Oise |
| 26. Christophe GARCIA - Postier - Calvados | 53. Fatima ABDELLAOUI - Employée - Nord | 79. Arlette LAGUILLER - Employée de banque retraitée - Seine-Saint-Denis |

Élections européennes du 26 mai 2019



Liste conduite par
Nathalie Arthaud
et **Jean-Pierre Mercier**

**Contre le grand capital,
le camp
des travailleurs**

lutte
ouvrière 

Élections européennes des 25 et 26 mai 2019



Liste conduite par **Nathalie Arthaud**
et **Jean-Pierre Mercier**



Avec **Ghislaine**
Joachim-Arnaud

et **Jean-Marie**
Nomertin



**Contre le grand capital,
le camp
des travailleurs**

lutte
ouvrière



Avec le soutien de
COMBAT
OUVRIER

Élections européennes des 25 et 26 mai 2019



Liste conduite par
Nathalie Arthaud
et **Jean-Pierre Mercier**



Avec **Jean Yves Payet**

**Contre le grand capital,
le camp
des travailleurs**

**lutte
ouvrière**





Algérie: contre le système, une mobilisation populaire vaste et déterminée

Le 10 février, faute de trouver un candidat qui fasse consensus entre les différents clans au pouvoir, Abdelaziz Bouteflika, au pouvoir depuis vingt ans, muet et invalide depuis 2013, annonçait qu'il se représentait pour un cinquième mandat. Mardi 2 avril, il présentait sa démission. C'était le résultat de l'énorme pression exercée par le peuple algérien durant six semaines. Vécu comme l'humiliation de trop, le cinquième mandat a déclenché un puissant mouvement populaire, d'une ampleur inédite en Algérie. Semaine après semaine, répondant à toutes les manœuvres du pouvoir, le mouvement s'est transformé en une contestation de tout le système politique et aussi, par bien des aspects, social.

Le 11 mars, Bouteflika renonçait à un cinquième mandat et annonçait le report des élections. Les manifestants, toujours plus nombreux, refusaient en bloc ce prolongement du quatrième mandat. Ouyahia, le Premier ministre détesté, était remplacé par Bedoui, l'ex-ministre de l'Intérieur, lui aussi immédiatement rejeté en tant qu'homme du « système », selon le mot des manifestants.

Face à la contestation, les partis au pouvoir se fissuraient et s'entredéchiraient les uns après les autres, des dirigeants du FLN et du RND lâchant Bouteflika. Le 26 mars, pour trouver une issue à la crise politique, c'était au tour de Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, de lui retirer son soutien. Il proposait d'activer l'article 102 de la Constitution permettant la destitution du président en cas d'empêchement. C'était déclarer Bouteflika inapte... six ans après qu'un AVC l'a rendu incapable de parler. La manœuvre était dénoncée massivement par des millions d'Algériens dans les manifestations du 29 mars.

Maintenant sont aussi rejetés les « 3 B », les trois hommes choisis pour organiser la transition sous l'égide de Gaïd Salah: Bensalah, le président par intérim, à la tête du Sénat depuis vingt-deux ans, Bedoui, Premier ministre, et Belaïz, président du Conseil constitutionnel. Ce sont tous d'anciens et fidèles serviteurs du système. Après « Système dégage ! », le slogan le plus repris devenait « Qu'ils partent tous ! »

UNE MOBILISATION MASSIVE ET POPULAIRE

Depuis plus d'un an, une partie de la jeunesse des quartiers populaires réunie dans les stades, organisée dans les clubs de supporters, dénonçait le mépris du pouvoir et l'absence d'avenir qui s'offre à elle. Comme le disait l'un d'entre eux: « *On a voulu nous éloigner de la politique en nous enfermant dans les stades, et c'est là qu'on s'est politisés.* » Leur chant, *La casa del Mouradia*, est devenu un des hymnes de la révolte. Défiant l'interdiction

de manifester à Alger, cette jeunesse a été aux avant-postes de la contestation dès le vendredi 22 février. Elle a su, avec ses manifestations pacifiques, sa détermination et son enthousiasme, gagner le respect des plus anciens et les entraîner, alors que beaucoup hésitaient et étaient sensibles aux menaces de guerre civile agitées par le pouvoir.

Les manifestations du vendredi sont devenues un point fort où, de plus en plus rodés et organisés, les manifestants préparent des pancartes et des banderoles dont les slogans suivent l'actualité et répondent aux manœuvres du pouvoir. Si l'ironie et l'humour sont au rendez-vous, les manifestants sont avant tout soucieux de préserver l'unité et la force de leur mouvement en veillant au respect des uns et des autres. Ils veulent avant tout se faire entendre. Ainsi, lorsque le 22 mars des vuvuzuelas ont fleuri dans les cortèges, couvrant les slogans des manifestants, dans la semaine qui a suivi des commentaires sur les réseaux sociaux ont invité les



MIRA GACEM / MELTING BBOOK

La mobilisation massive de la population algérienne – jusqu'à 15 millions de personnes dans les rues – a chassé Bouteflika. Ici, à Alger, le 8 mars.

marcheurs à les laisser chez eux et, le 29 mars à Alger, il n'y en avait déjà quasiment plus.

La présence des femmes dans les cortèges constitue un renfort inestimable pour le mouvement. Elles, qui au quotidien subissent le harcèlement, découvrent dans les manifestations une fraternité entre hommes et femmes inimaginable jusqu'à présent. Malgré la foule et la promiscuité, les mains baladeuses et les paroles déplacées sont restées marginales. Les femmes s'affirment, même si ni le conservatisme, ni ceux qui voudraient les cloîtrer et les faire taire n'ont disparu.

Les femmes doivent ainsi faire face à ceux qui leur disent : « On est là contre le système, mais pour les femmes on verra plus tard. » Mais si les femmes veulent, comme les hommes, combattre ce système, elles refusent à juste titre de se taire au nom de l'unité pour l'Algérie future. Beaucoup le disent : elles ne veulent pas revivre le sort de leurs aînées, qui avaient combattu le colonialisme français durant la guerre d'indépendance et qui par la suite, en 1962, s'étaient retrouvées reléguées dans leur cuisine. Sans parler de la pression des courants islamistes qui les ont prises pour cible durant la décennie noire.

UNE REVENDICATION DE LIBERTÉ QUI EMBRASSE TOUTES LES COUCHES SOCIALES

Le cinquième mandat de Bouteflika a fait l'unanimité contre lui, fédérant dans toutes les régions du pays, les générations, les hommes et les femmes, la jeunesse scolarisée, les étudiants. Toutes les catégories sociales se sont exprimées pour une « Algérie libre et démocratique ». Chacune a ses raisons de se dresser contre le système.

Ainsi, magistrats et avocats



Une forte mobilisation des femmes.

estiment ne pas vivre dans un État de droit. Ils voudraient pouvoir rendre la justice en ayant plus de marge de manœuvre et sans subir de pressions de la part d'officiers ou de hauts dignitaires qui font leur loi sur un simple coup de téléphone. C'est ce qu'illustre le scandale qui a éclaté début mars à Tipaza. Un juge d'instruction a alors révélé et dénoncé les pressions subies de la part d'un général de gendarmerie et de sa femme, présidente de la cour d'appel de Tipaza, afin qu'il accorde la liberté provisoire à un importateur véreux de pièces électriques. De même, nombre de journalistes voudraient pouvoir exercer leur métier sans subir la censure ou des menaces d'arrestation. Ceux de la télévision et de la radio publiques se sont dressés contre leur direction, qui ne diffusait aucune information, aucune image sur le mouvement alors que des millions de personnes étaient dans la rue !

De leur côté des hommes d'affaires, des patrons petits et grands veulent plus de liberté dans leurs activités, certains estimant avoir été lésés au détriment de ceux qui avaient la faveur du régime, tel Ali Haddad, l'ex-dirigeant du FCE, la fédération patronale, que Gaïd Salah a finalement sacrifié à

la vindicte populaire en le faisant arrêter à la frontière tunisienne alors qu'il voulait quitter l'Algérie. Le milliardaire Issad Rebrab est le symbole de cette opposition libérale. Ex-professeur de comptabilité à Tizi-Ouzou, il a fait fortune grâce au monopole obtenu pour l'import-export du sucre et de l'huile durant les années Bouteflika. Par la suite, il a étendu ses activités à l'industrie, la construction, la presse et l'électroménager. Après avoir profité des faveurs du régime, il affirme avoir été lésé par ce dernier, qu'il accuse de bloquer ses projets, affirmant avec aplomb qu'on l'empêche ainsi de créer 100 000 emplois à Bejaïa. Depuis bientôt deux ans, chaque jour, les quotidiens *El Watan* et *Liberté* affichent à leur une un encart où figure le nombre de jours de blocage des projets de Rebrab. L'opposition libérale que celui-ci incarne a aussi pu séduire un certain nombre de travailleurs, qui le pensent sincère dans sa volonté de développer le pays et créer des emplois.

Un Rebrab ne s'oppose au système que parce qu'il voudrait avoir un meilleur accès à la mangeoire de l'État et à ses décisions. Il prône la liberté pour ses affaires mais, dans ses usines, les travailleurs ne

disposent d'aucun droit. Il s'est montré intraitable avec ceux qui ont fait grève et tenté de créer un syndicat. Le 10 mars, au nom de la désobéissance civile contre le cinquième mandat, il a permis à ses salariés d'arrêter le travail mais, dès que Bouteflika a annoncé son renoncement, il a menacé ceux qui voulaient continuer le mouvement. C'est par une exploitation féroce de ses travailleurs et déjà, en fait, par le pillage des caisses publiques que ce milliardaire, qui se targue d'être un démocrate, a accumulé une fortune de 3,7 milliards de dollars.

L'Algérie libre et démocratique à laquelle aspirent les travailleurs et les classes populaires a des contours à l'opposé de celle d'un Rebrab. Les classes populaires dénoncent un système qui les condamne à la précarité, à la mal-vie, et qui n'offre que bien peu de perspectives à une jeunesse pourtant formée et diplômée. Elles crient entre autres slogans « Libérez l'Algérie ! » et dénie toute légitimité historique aux dirigeants du FLN, qu'elles qualifient de bandes de voleurs ayant bradé les richesses du pays aux affairistes et aux multinationales.

Alors que les privilégiés ont leurs comptes en banque bien garnis en devises en France ou en Suisse, les classes populaires n'acceptent plus d'être pauvres dans un pays riche. Elles n'acceptent plus que leurs langues populaires, celles qu'elles parlent, comme le kabyle, l'arabe dialectal, le darija, soient méprisées. Elles n'acceptent plus les divisions que le pouvoir a attisées entre les populations arabophone et berbérophone, comme en témoigne le mélange des drapeaux, amazigh et nationaux, auquel on assiste dans les manifestations en Kabylie et à Alger.

Depuis le 22 février, les millions d'Algériens qui ont par-

ticipé aux marches du vendredi ont conquis le droit de s'exprimer dans l'espace public, le droit de discuter, de s'affronter et d'échanger sur toutes les questions. Toutes les colères ressortent et s'expriment. Ce sont celles des personnes handicapées, des architectes qui se retrouvent au chômage avec l'arrêt des grands chantiers, ou même celle des défenseurs des animaux présents pour dénoncer le sort réservé aux chiens et chats errants. Ce sont aussi celles des chercheurs, des employés communaux, des étudiants, des enseignants, des retraités de l'armée mal traités par le pouvoir, des avocats, des huissiers, des agriculteurs et ouvriers agricoles, des familles des victimes de la guerre civile qui veulent que les bourreaux soient jugés. Comme dans tout grand mouvement populaire, c'est tout ce qui était enfoui qui ressurgit.

LES TRAVAILLEURS DANS LA MOBILISATION

Quelle a été la participation de la classe ouvrière en tant que telle au mouvement ? Dans quelle mesure par exemple a-t-elle répondu aux appels à la grève lancés sur les réseaux sociaux ? Il est très difficile d'en avoir une vue d'ensemble, tant les organes de presse ignorent et censurent ces informations. En tout cas il est certain que les travailleurs ont massivement participé aux manifestations. Il s'agit pour eux de dire leur opposition à un système qui les a privés pendant des années d'une vie décente, qui a conduit des plans d'austérité et leur a imposé la précarité en même temps qu'il faisait de nombreux cadeaux aux patrons du secteur privé. Quant au secteur public, le système se concrétise aussi par ces directeurs qui obtiennent leur poste par leurs relations avec quelque wali (préfet) ou la protection de quelqu'un de haut placé.

Cependant les revendications contre l'injustice sociale, la pauvreté, la mal-vie sont restées pour l'instant à l'arrière-plan dans le mouvement. Bien des travailleurs acceptent l'idée que changer le système politique est un préalable et que les revendications sociales seront à poser plus tard. Mais en même temps, dans un certain nombre d'entreprises, le climat de contestation et le succès des manifestations du vendredi redonnent le moral et encouragent les travailleurs à mettre en avant à ce niveau local leurs revendications en matière de salaires, d'emploi et de conditions de travail. En tout cas ces revendications sont au cœur des discussions de bien de manifestations ouvrières.

Ainsi, à Oran, les travailleurs de l'entreprise privée sidérurgique algéro-turque Tosyali, qui emploie 3 500 travailleurs dont 800 Turcs, se sont mis en grève pour leur « permanisation », autrement dit pour avoir un contrat à temps indéterminé. Ils ont peut-être été encouragés par la victoire des 1 100 agents communaux de la ville qui, après un mois de grève, ont obtenu une promesse de CDI.

Les conditions de travail sont bien différentes, dans le secteur public et dans le secteur privé. Le secteur public regroupe les fonctionnaires des différentes administrations, enseignants, employés des chemins de fer (SNTF), des transports urbains, des entreprises nationales d'hydrocarbures, de travaux publics, où existent des syndicats autonomes qui ont relayé les appels à la grève. À des degrés divers, enseignants, postiers, employés du gaz, travailleurs des ports, employés des diverses administrations ont répondu à un moment ou un autre à ces appels, manifestant parfois dans des cortèges massifs comme cela a été le cas jeudi 11 avril à Bejaïa, où des milliers de travailleurs

du public ont manifesté contre Bensalah.

Les entreprises publiques de production dans le textile, l'automobile, l'électroménager, la céramique sont encore nombreuses malgré les privatisations. Les salaires y sont assez faibles, mais les anciens travailleurs sont en CDI tandis que les plus récents sont en CDD. Seul le syndicat UGTA y est présent et les délégués sont bien plus des gestionnaires occupés à gérer les œuvres sociales qu'à organiser la lutte. Ainsi, lors d'un appel à trois jours de grève dans le secteur public, lancé sur les réseaux sociaux, les ouvrières d'une entreprise textile de la région de Béjaïa ont fait grève sans que les délégués UGTA y appellent. Le lendemain, le directeur a appelé toutes les travailleuses à reprendre leur poste, sous menace de sanction. Une majorité l'a fait, et c'est lorsque les travailleuses ont fait pression qu'elles ont obtenu le droit de faire deux jours de grève non consécutifs.

En faisant grève au cours du mouvement, les travailleurs des ports d'Alger et de Bejaïa ont aussi obtenu 26 % d'augmentation lors d'une grève récente. Naftal, l'unique distributeur de carburant, a dû lui aussi concéder des augmentations à ses salariés. Dans une autre entreprise textile, les travailleuses qui réclamaient une prime ont été reçues de manière odieuse par le directeur. Leur réponse a été : « Tu ne veux pas nous donner la prime, très bien. Maintenant, ce que nous voulons, c'est ta tête ! Directeur dégage ! » Elles ont eu gain de cause, le directeur a dû effectivement déguerpir.

Dans le secteur privé, en l'absence de traditions de lutte, les réactions ont été moins nombreuses. Mais par exemple dans la zone industrielle de Rouiba, près d'Alger, les travailleurs de plusieurs entreprises de l'agroalimentaire telles que Ramy, Pepsi-Cola, Coca-Cola ou LU ont répondu à la grève générale, malgré les pressions patronales. Dans ces entreprises privées, nationales

ou internationales, la précarité est générale et les travailleurs n'ont aucun droit. Au nom du développement national, l'UGTA, pour ne pas gêner les patrons, a toujours refusé de créer des syndicats. Un certain nombre de ces entreprises privées sont d'ailleurs d'ex-entreprises publiques rachetées par des proches du pouvoir, dignitaires du FLN, officiers, ou bien sont des entreprises dépendant d'une multinationale, mais gérées aussi par de tels personnages. C'est le cas de Ali Haddad, l'ex-chef du FCE entré récemment en disgrâce, revendeur de véhicules Astra, et de Tahkout, dont les usines de Tiaret font le montage des véhicules Hyundai. Ayant bâti très rapidement leur fortune sous la protection du pouvoir, ils sont détestés et ont été conspués dans les manifestations. Gaïd Salah, pour s'attirer les faveurs des travailleurs n'a pas hésité à les sacrifier, notamment en empêchant Haddad de quitter le territoire. Il n'a cependant pas été inquiet pour détournement de fonds ou enrichisse-



Le 18 mars, rassemblement des travailleurs de la SNVI à Rouiba, pour réclamer la démission du dirigeant du syndicat UGTA.

ment suspect, mais parce qu'il était en possession d'un passeport britannique et avait sur lui 5 000 euros!

Les travailleurs de la SNVI, entreprise publique qui fabrique des engins et des camions dans le cadre de la société Sonacom, reprochent au pouvoir d'avoir fait péricliter le secteur public industriel au profit des multinationales et de riches hommes d'affaires algériens comme Haddad ou Tahkout. Ils reprochent au dirigeant de l'UGTA Sidi Saïd et aux pontes syndicaux locaux d'avoir été complices de ce bradage.

La SNVI est une entreprise phare que tous les travailleurs de la grande zone industrielle de Rouïba regardent avec intérêt, bien que ses effectifs aient fondu. Le gouvernement a essayé à plusieurs reprises de s'en débarrasser, mais les travailleurs ont résisté et ont mené des grèves répétées. Ils ont été les plus mobilisés dans la contestation populaire et veulent chasser Sidi Saïd.

Ce souhait est aujourd'hui partagé par les travailleurs de nombreuses entreprises. Sidi Saïd a sans vergogne annoncé qu'il soutenait le mouvement populaire. Pour calmer la contestation qui le prend pour cible, il a maintenant annoncé qu'il ne se représentera pas à la tête de l'UGTA lors du prochain congrès.

LE SYSTÈME, DÉFENSEUR DE L'ORDRE SOCIAL BOURGEOIS

Dans quelle mesure l'aspiration qui s'exprime dans le slogan «Système dégage» peut-elle être satisfaite? Ce slogan résume confusément le désir de vivre librement, de jouir de véritables droits démocratiques, et le mécontentement social reste à l'arrière-plan. Pour l'immense majorité des

travailleurs, il semble que dégrader le système soit un préalable, ensuite disent-ils «on s'occupera des conditions de vie et des salaires». Ils tendent à attribuer à une bande de politiciens la seule responsabilité du gaspillage et de la mal-vie.

Face à cette mobilisation, le pouvoir continue d'élaborer une série de manœuvres. La dernière en date, la convocation d'une élection présidentielle le 4 juillet, réussira-t-elle? L'ampleur des manifestations du vendredi 12 avril a encore témoigné du rejet sans appel de Bensalah, de Gaïd Salah et du ravalement démocratique de façade que voudraient effectuer des fidèles du clan Bouteflika.

Cette élection aura-t-elle lieu? Si la mobilisation se poursuit, l'armée sera-t-elle tentée par un coup de force pour faire taire la contestation? Cela n'a pas été son choix jusqu'à présent, face à un mouvement de cette ampleur. Mais cela n'est toujours pas à exclure.

Depuis la nomination de Bensalah comme président par intérim, le Premier ministre Bedoui a interdit les manifestations en semaine, fait procéder à des arrestations et utiliser les canons à eau et les gaz lacrymogènes contre les étudiants mardi 9 ainsi que vendredi 12 avril, uniquement à Alger. Il tente de reprendre le terrain perdu depuis le 22 février, afin d'imposer son processus électoral pour lequel les candidats ont commencé à se faire connaître. C'est le cas de l'ex-officier Ali Ghédiri, et de l'ex-Premier ministre, mais ce ne sont pas des candidats crédibles pour tous ceux qui aspirent au changement. Y en aura-t-il d'autres? Pour l'instant, l'état-major de l'armée, discrédité notamment par des scandales de corruption, n'a pas dans ses rangs d'hommes en mesure de donner l'illusion d'une transition démocratique. Il n'est certes pas exclu que d'autres hommes

de l'armée, moins compromis, finissent par surgir d'ici quelque temps en réponse à un des slogans les plus repris des manifestants «Armée, peuple, frères, frères». Mais on n'en est pas encore là.

De son côté, l'avocat ex-porte-parole de la Ligue des droits de l'homme Bouchachi, après avoir salué le rôle de Gaïd Salah dans la démission de Bouteflika, s'oppose à des élections le 4 juillet. Son nom circule comme pouvant être le garant d'une transition démocratique intègre. Il dispose d'une certaine popularité dans la petite bourgeoisie et la jeunesse étudiante et pourrait vouloir s'en servir. Un autre homme, Karim Tabbou, ex-membre du FFS (Front des forces socialistes), qui se présente comme un homme neuf et jeune, se verrait bien jouer ce rôle. Les courants islamistes pourraient aussi tenter leur chance, mais pour l'instant le mouvement ne pousse pas du tout dans leur sens, malgré la religiosité toujours très répandue. Mais ils sont une force organisée qui peut toujours redevenir menaçante.

En tout cas, les hommes aux ambitions personnelles et politiques qui voudraient profiter d'une telle mobilisation ne manqueront certainement pas, que ce soit ceux-là ou d'autres. La clique du clan Bouteflika sera peut-être finalement remplacée par de nouvelles personnalités, plus jeunes, non usées par le pouvoir. Mais cette équipe remplaçante cherchera évidemment à pérenniser le système économique qui permet à la bourgeoisie algérienne, et au-delà au capital impérialiste, d'exploiter les travailleurs par le biais des bas salaires et en les privant de droits élémentaires, comme celui de créer et de choisir leur propre syndicat, dans les entreprises publiques ou privées.

Ces solutions politiques, qu'elles soient issues de l'oppo-

sition libérale, démocratique, islamiste ou éventuellement de l'armée, ne pourront être que des solutions pour la bourgeoisie. L'enjeu est de préserver un ordre social injuste qui fait la part belle aux multinationales, françaises comme Total, Lafarge, ou bien américaines, qui ont en ligne de mire l'exploitation des gisements de gaz de schiste parmi les plus importants du monde. On peut affirmer que ces solutions politiques, si elles émergent, ne répondront en rien aux aspirations démocratiques et sociales des classes populaires.

SEULS LES TRAVAILLEURS PEUVENT OFFRIR UNE PERSPECTIVE

La population accuse les dignitaires du régime, les hommes du système et en particulier ceux du FLN, d'avoir volé l'indépendance acquise au prix de lourds sacrifices en 1962. Elle les accuse d'avoir bradé le pays, de l'avoir vendu aux puissances impérialistes, la France et les États-Unis. Ce sentiment national est fortement présent dans la mobilisation populaire: le sentiment que les aspirations à vivre dans un pays libre et sans oppression, qui étaient celles du peuple algérien en 1962, ont été trahies.

Cependant, répondre vraiment à ces aspirations impliquerait, pour les travailleurs et les classes populaires en général, de s'attaquer aux racines mêmes de ce pouvoir qu'ils contestent, à la domination des classes dominantes, et de leur demander des comptes. Où sont allées toutes les richesses du pays ? Où sont passés les 1 000 milliards de dollars générés par l'exploitation des hydrocarbures ces dernières années ? Où sont passés les 200 milliards de la réserve de change dont disposait l'État ? Comment des



Hospitaliers en grève fin mars.

patrons comme Haddad, Rebrab, Tahkout et d'autres ont-ils pu devenir richissimes en à peine une génération, alors que dans le pays chacun a bien du mal à faire vivre sa famille ?

Alors, face à toutes les manœuvres politiques prévisibles, dans quelle mesure la classe ouvrière sera-t-elle en mesure de s'organiser, de prendre conscience de ses capacités en tant que classe et d'avancer ses propres solutions ? Face à la crise du capitalisme, la classe ouvrière d'Algérie a besoin de prendre conscience de ses objectifs politiques. Elle est jeune, nombreuse et éduquée et, dans le contexte d'un tel mouvement de masse, des semaines peuvent valoir des siècles.

Le pouvoir a jusqu'à présent tenté de gagner du temps, en espérant sans doute que le mouvement s'essouffle. Cela n'a pas été le cas et il ne s'éteindra sans doute pas de si tôt. Une situation où toutes les classes sociales sont mobilisées peut laisser à la classe ouvrière le temps de faire un bond en avant du point de vue de sa conscience de classe, de son organisation. Cela serait déterminant pour qu'elle puisse aller de l'avant, traverser de manière soudée les nouvelles épreuves qui s'annoncent et devenir capable d'of-

frir une perspective à toutes les classes populaires.

Les classes dominantes disposent d'une multitude d'hommes et de partis pour défendre au mieux leurs intérêts. Elles ont à leur service l'appareil d'État, avec ses institutions, ses forces de sécurité et son armée. La classe ouvrière a besoin d'organisations qui représentent ses intérêts. Et les épreuves auxquelles elle sera confrontée nécessitent qu'émerge en Algérie un parti qui propose aux travailleurs des objectifs à chaque étape de la mobilisation, qui apporte une réponse à chaque attaque du pouvoir, un parti communiste révolutionnaire. Ce parti n'existe pas mais, dans le contexte d'une telle mobilisation populaire, les militants peuvent surgir pour le constituer.

Ce qui se déroule parallèlement au Soudan, où une mobilisation populaire a obligé à la démission le dictateur Omar al-Bachir mais aussi le militaire qui voulait prendre sa place, montre que la révolte qui s'est fait jour en 2011 dans le monde arabe est bien loin d'être éteinte. La révolte des masses algériennes peut redonner espoir à bien d'autres parmi les travailleurs des autres pays, à commencer par ceux du Maghreb et du monde arabe, avec lesquels elles partagent la langue, la culture, le passé de combats contre le colonialisme. Les travailleurs d'Algérie peuvent trouver des alliés naturels dans tous ces pays, mais aussi en Europe et notamment en France, où une fraction importante de la classe ouvrière est originaire du Maghreb. Car la question qui se pose à tous aujourd'hui est de trouver la voie pour en finir avec un système capitaliste mondial dont la crise ne peut que continuer à susciter une série d'explosions sociales.

16 avril 2019



Crise climatique: renverser le capitalisme pour offrir un avenir à l'humanité

Les mobilisations mettant sur le devant de la scène les dangers que le réchauffement climatique fait peser sur l'humanité se multiplient dans les pays d'Europe occidentale, ainsi qu'en Australie. Le 15 mars dernier a vu une partie de la jeunesse scolarisée se mobiliser, inquiète pour l'avenir d'un monde où les menaces sur l'environnement se font plus pressantes et plus nombreuses, la veille d'une journée de manifestations en France sur le même thème.

Si le changement climatique focalise la préoccupation de cette jeunesse, d'autres problèmes environnementaux sont aussi des sujets d'inquiétude: l'extinction des espèces sous l'effet des pesticides utilisés dans l'agriculture, les « conteneurs de plastique » qui dérivent sur les océans, etc.

Les communistes révolutionnaires que nous sommes se réjouissent que ces jeunes aient la volonté de ne pas être passifs face à l'évolution dramatique de la société, ne se satisfassent pas de l'ordre établi et considèrent qu'il est de leur responsabilité de se mêler de politique. Le caractère international de la grève scolaire, une des formes de ces mobilisations, est positif, car le réchauffement climatique est un défi que l'humanité ne peut pas surmonter tant qu'elle est morcelée et emprisonnée par des frontières dépassées qui ne préservent que des États rivaux.

Un autre aspect positif des initiatives récentes sur le climat est de mettre l'accent sur la nécessité d'agir sur le fonctionnement général de l'économie et de la société.

UNE CONTESTATION QUI NE VISE PAS LE SYSTÈME CAPITALISTE

Mais à ces initiatives se mêlent des idées en contradiction avec le but visé, selon lesquelles un changement de comportement individuel, comme couper l'eau quand on se lave les dents ou le chauffage au-delà de 17 °C, arrêtera le réchauffement climatique mondial. Certains pensent que la solution est de convaincre chacun ne pas manger de viande. Mettre les comportements individuels en accusation dédouane la bourgeoisie de sa responsabilité dans l'organisation de la société et lui permet de se défausser sur le plus grand nombre à coups de leçons de morale.

En effet les forces politiques qui inspirent ces mobilisations ou se mettent à leur tête ne contestent pas la propriété privée des moyens de production par la grande bourgeoisie. Or cette classe sociale possède quasiment tout et décide pratiquement de tout. Son monopole sur l'économie est l'obstacle majeur sur la voie du changement global de société, nécessaire pour permettre à l'humanité

un développement évitant les catastrophes environnementales et autres.

Les problèmes environnementaux ont comme point commun qu'ils sont insolubles tant que l'économie mondiale sera dirigée par des capitalistes qui recherchent avant tout leur profit individuel. Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre tant que l'industrie, notamment celle des transports et de l'énergie, est aux mains par exemple des actionnaires de Peugeot ou de Total? C'est ce qui explique que des conférences internationales sur l'état de la planète ne peuvent au mieux que proclamer année après année – on en est à la préparation de la 25^e COP – la nécessité de baisser les émissions de ces gaz. Ce qui devient à chaque fois d'autant plus urgent que les précédentes COP n'ont eu au mieux que des effets très limités, parce que la priorité de la grande bourgeoisie, qui décide ce qui est produit et comment les travailleurs le produisent, est ailleurs et que les États sont à son service.

Ce qui est dénoncé dans ces mobilisations peut l'être sur un ton radical, et le capitalisme lui-même est parfois mis en ac-



Grève scolaire à Vienne, en Autriche, le 15 mars 2019.

cusation. Ainsi Extinction Rebellion, mouvement initié par des scientifiques britanniques à l'automne dernier et qui inspire des manifestations de rue, déclare : « Si le capitalisme mondialisé des grandes entreprises continue de diriger la planète, la catastrophe mondiale est inévitable. » C'est vrai. Mais tout de suite après vient cette exhortation : « Nous devons faire ce qui est nécessaire collectivement et de façon non-violente pour persuader les dirigeants politiques et les businessmen de renoncer à leur complaisance et leur déni. » Pourtant ces dirigeants politiques et ces capitalistes n'ignorent pas la réalité : ils dirigent tout à fait sciemment un monde où les guerres et les injustices font des ravages, où l'exploitation des hommes et de la nature n'a de limites que lorsque les exploités en mettent par leurs luttes. Persuader les grands de ce monde d'être autre chose que ce qu'ils sont – des profiteurs et des défenseurs d'un ordre social qui

mène au chaos – serait naïf, si ce n'était pas une façon de ramener ceux qui se mobilisent vers une contestation somme toute inoffensive, car implorant les capitalistes de trouver la solution à des problèmes dont ils sont la cause.

Extinction Rebellion ajoute une touche décroissante à ses déclarations : « Chacun d'entre nous, particulièrement dans le monde développé, doit s'engager à vivre de moins, à consommer bien moins. » Ce qui, dans une société divisée en classes entre une minorité d'exploiteurs et une immense majorité d'exploités, revient à une injonction, à destination de la foule de ceux qui vivent mal de leur travail, de se contenter d'encore moins. Car qui peut sérieusement croire que les milliardaires peuvent être convaincus de vivre frugalement ?

Ces idées, même si elles entraînent une partie de la jeunesse bien intentionnée vis-à-vis de la planète, ne peuvent que servir les gouvernements

qui imposent aux travailleurs de se serrer la ceinture pendant que la bourgeoisie s'enrichit sans limites.

Il n'est pas étonnant que deux jeunes secrétaires d'État, Brune Poirson qui est à la Transition écologique et Gabriel Attal à l'Éducation et à la jeunesse, aient pu se joindre à la manifestation du 15 mars et tenter une récupération politique. Dans le ton général de cette protestation, rien ne gênait vraiment ces membres d'un gouvernement entièrement dévoué à perpétuer la domination des capitalistes sur la société. La bonne place de Pascal Canfin, ancien d'Europe Écologie-Les Verts et ancien directeur du WWF, sur la liste macroniste aux élections européennes illustre aussi cette écologie politique entièrement compatible avec le règne de la bourgeoisie et totalement impuissante à sauver l'environnement.

En France, la pétition en ligne intitulée l'Affaire du siècle a recueilli plus de deux

millions de signatures. Ses initiateurs pointent le décalage entre l'autosatisfaction affichée par le gouvernement français fin 2015 à l'occasion de la COP 21 et de la signature de l'accord de Paris pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et la triste réalité trois ans après. En effet, sur les 157 pays ayant pris des engagements, 90% ne les ont pas tenus. C'est le cas de la France et des grands pays industriels. Pourtant les organisations à l'origine de l'Affaire du siècle, dont Oxfam France dirigé par Cécile Duflot, ancienne ministre écologiste de Hollande, et la fondation Nicolas-Hulot, du nom de l'ancien ministre de Macron, ne cherchent pas à expliquer pourquoi.

Au contraire, ne voulant en aucun cas pousser le public inquiet de l'avenir du climat à se méfier de cet État qui ne contraint jamais les capitalistes, elles cherchent à renforcer les illusions dans son rôle en l'implorant : *« L'État a obligation d'agir [pour empêcher la dégradation du climat] tout en garantissant la justice sociale. »* C'est faire croire que l'État représenterait l'intérêt général et aurait comme mission la justice sociale, ce que la réalité dément jour après jour.

La pétition de l'Affaire du siècle a débouché sur une plainte en justice contre l'État pour « inaction climatique ». Quand bien même un juge condamnerait l'État à réduire les émissions de gaz à effet de serre, quel impact réel cela aurait-il ? L'État français a déjà été condamné à plusieurs reprises pour contrôles de police au faciès : ont-ils cessé pour autant ? Et si l'État, ainsi poussé de mauvaise grâce, promulguait tout de même des lois intimant aux entreprises de réorganiser leur production pour freiner le réchauffement climatique, rien ne garantit qu'elles obtempéreraient. Il existe bien

une douzaine de lois prônant l'égalité entre les femmes et les hommes. Elles s'empilent, mais le patronat refuse obstinément d'augmenter les salaires des femmes pour les mettre au niveau des hommes. La justice ne peut pas contraindre l'État à agir contre sa nature profonde : soutenir les capitalistes dans leur course au profit, et tant pis si cela veut dire exploitation, pauvreté et gâchis de l'environnement pour le reste de la population.

La démission de Nicolas Hulot du gouvernement, en septembre dernier, a semble-t-il été un des facteurs de la réussite des mobilisations de rue pour la préservation de l'environnement qui ont eu lieu à plusieurs reprises à l'automne. Hulot, après une carrière lucrative d'animateur vedette à la télévision, a lancé sa fondation « pour la nature et l'homme », financée notamment par de grandes entreprises du CAC 40. Dans les idées défendues par Hulot, il n'y a en effet rien qui gêne les capitalistes. Il peut se vanter d'avoir inspiré l'intégration d'une charte de l'environnement dans la Constitution française, occasionnant un coup politique de Chirac, et d'avoir fait signer un pacte sur l'environnement aux candidats des principaux partis bourgeois à l'élection présidentielle de 2007, dont Sarkozy qui a été élu. Deux « succès » de Hulot qui n'ont rien amené du point de vue de l'environnement et du climat, à peine de beaux discours, pas plus que sa nomination comme ministre d'État par Macron en 2017.

Après sa démission, les manifestations ont mobilisé des gens qui ont eu à cœur de mener dans la rue le combat qu'Hulot – si on lui accorde la bonne foi – a perdu dans les institutions gouvernementales. Or, bien que l'ex-ministre ait avoué son impuissance politique (*« Je n'ai pas de pouvoir. Je n'ai pas les*

moyens. [...] On sait très bien à l'avance que les objectifs qu'on se fixe, on ne pourra pas les réaliser. »), les dirigeants de ces mobilisations ont toujours donné le même but : influencer des institutions qui ont mille fois prouvé que leur rôle était de faire en sorte que les structures sociales, et non le climat, ne changent pas.

LES MOBILISATIONS CLIMATIQUES DEVANT UN CHOIX POLITIQUE

La jeunesse qui se mobilise ressent ces contradictions et cherche une voie pour éviter l'avenir sombre que promet le capitalisme. La jeune Suédoise Greta Thunberg est elle-même un concentré de ces contradictions. D'un côté elle réclame que le Parlement suédois ou Macron, qui l'a reçue à l'Élysée, agissent, comme le réclamerait n'importe quel politicien encourageant les illusions sur le rôle de l'État. D'un autre, tout en faisant un discours à la COP 24 en décembre dernier, elle se montre consciente des limites de ces pressions : *« Notre biosphère est sacrifiée pour que les riches des pays comme le mien puissent vivre dans le luxe. »*



Greta Thunberg au forum de Davos le 25 janvier 2019.

Ce sont les souffrances du plus grand nombre qui paient pour le luxe du plus petit nombre. Et si les solutions au sein du système sont impossibles à trouver, nous devrions peut-être changer le système lui-même.»

Cette jeunesse se trouve devant un choix politique. Soit elle marche dans les pas des Hulot, Duflot et autres, en restreignant les buts de sa mobilisation à ce qui ne remet absolument pas en cause le système capitaliste. Elle se placerait alors sur le terrain de la lutte contre le « productivisme » et la « surconsommation » en général, donnant ainsi aux dirigeants des États des justifications pour s'en prendre toujours plus au niveau de vie des classes populaires appelées à subir des restrictions, alors que rien ne limite la croissance des profits de la grande bourgeoisie. Elle ignorerait le gâchis inhérent au capitalisme, basé sur la guerre économique permanente entre entreprises et États, débouchant sur l'anarchie et les crises dans la production. Elle chercherait à s'appuyer sur les institutions étatiques sans tenir compte des innombrables déconvenues passées, en cherchant tout au plus à faire pression sur elles et en écartant toute idée de les renverser. Elle limiterait ainsi son combat à une défense de l'environnement qui apparaît consensuelle, mais est en fait impuissante, se cachant à elle-même la nature incontrôlable du capitalisme et l'avidité sans fin de la bourgeoisie. Elle ne mettrait même pas en cause l'impérialisme et son militarisme, responsables de l'immense gaspillage de ressources que représentent les guerres et la production d'armement, ou les frontières des États nationaux obsolètes depuis longtemps qui entravent toute solution sérieuse aux problèmes se posant à l'échelle mondiale, comme le changement climatique.

Soit une partie de cette jeunesse révoltée, cherchant la direction à emprunter pour éviter à l'humanité, qui souffre déjà de l'exploitation, des guerres et des dictatures, d'affronter en plus les répercussions climatiques de l'inconséquence, de l'irrationalité et du chaos du capitalisme, réalise qu'il n'y a pas d'autre solution que de contester le pouvoir de la bourgeoisie.

Il s'agit de prendre conscience que, puisque le capitalisme, malgré les progrès techniques époustouflants dont l'humanité est capable, s'avère incapable de résoudre des problèmes de base tels que l'accès de chaque être humain sur Terre à l'alimentation, à l'eau potable, au logement, à l'éducation, etc., cette société sera incapable d'affronter des défis comme le réchauffement climatique tant qu'elle restera enfermée dans ce système économique absurde. Seule l'expropriation de la grande bourgeoisie, pour mettre au service de l'ensemble de la population les moyens de production concentrés aujourd'hui dans les mains des multinationales, peut offrir à l'humanité l'occasion de réorganiser les forces productives mondiales en vue de satisfaire les besoins des 7,5 milliards d'humains d'aujourd'hui sans mettre en danger la vie des 10 milliards de demain.

Il est impossible d'agir pour empêcher la catastrophe climatique sans rien bouleverser du reste de la société. Et bouleverser l'ordre social ne peut être envisagé qu'à l'échelle à laquelle ces grandes firmes capitalistes ont porté l'économie : au niveau mondial. Briser les frontières nationales et permettre la coopération des différentes parties de l'humanité est une nécessité. Le capitalisme a porté l'humanité au seuil de cette révolution, mais n'est plus capable depuis longtemps de faire un seul pas dans le sens du progrès : la grande bourgeoisie

aurait à y perdre ses privilèges de classe. Au contraire, avec l'aide des États qui protègent son pouvoir, elle fait régresser la société de catastrophes économiques et guerrières en catastrophes climatiques.

Mais, en développant son économie, la bourgeoisie a créé partout la classe des producteurs qui, selon le mot de Karl Marx, n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes. Dans tous les pays, tous les continents, la classe des travailleurs, dont l'activité est indispensable au fonctionnement de l'économie et à la vie quotidienne de toute la société, est présente, exploitée et opprimée. Elle semble ne compter pour rien dans les structures sociales actuelles. Mais, quand elle se mettra en branle, la classe ouvrière deviendra tout. En renversant la bourgeoisie, en brisant les États qui sont des freins à l'évolution sociale, la révolution ouvrière sera le point de départ d'une nouvelle phase dans l'histoire de l'humanité. L'économie pourra être maîtrisée rationnellement sans l'anarchie de la concurrence, être planifiée pour une utilisation économe tant de la force de travail que des ressources naturelles, être enfin au service des besoins de chaque être humain.

Les militants communistes s'adressent à ceux qui ont à cœur d'agir pour que l'avenir de l'humanité ne se résume pas aux sombres convulsions de l'aggravation de l'exploitation et des crises multiformes engendrées par le capitalisme. Il est à espérer qu'une partie de la jeunesse mobilisée, raisonnant sur les contradictions insurmontables du capitalisme, pousse jusqu'au bout les idées de changement social.

C'est au cours de leur mobilisation que la conscience politique des jeunes qui participent aux manifestations sur le climat peut évoluer vers les idées communistes révo-

lutionnaires. La recherche de solutions n'aggravant pas les injustices sociales peut être un pas dans cette direction. À

condition que le slogan « Changeons le système, pas le climat » trouve sa prolongation dans la conviction que le ca-

pitalisme doit être renversé et que le communisme est l'avenir de l'humanité.

2 avril 2019



WIKIPEDIA COMMONS

Manifestation à Paris, le 13 octobre 2018.



L'école, de Jules Ferry à nos jours : la jeunesse rangée derrière le drapeau de la bourgeoisie

Le 12 février dernier, l'Assemblée nationale adoptait un amendement à la loi Pour l'école de la confiance (loi Blanquer), rendant obligatoire «*la présence du drapeau tricolore, du drapeau européen ainsi que des paroles du refrain de l'hymne national dans chacune des salles de classe des établissements du premier et du second degrés, publics ou privés sous contrat*», amendement déposé par le député Eric Ciotti, connu pour ses positions réactionnaires, et soutenu par le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer. Ce n'est pas la première fois que l'injonction est faite aux enseignants de réveiller le sentiment patriotique dans le cœur de la jeunesse scolarisée. On peut même dire que chaque ministre s'y est employé, de Chevènement et ses envolées patriotiques, à Najat Vallaud-Belkacem, ministre socialiste sous Hollande, qui assignait à l'histoire scolaire la mission de rappeler «*les heures glorieuses de notre passé*» (11 mai 2015) et de transmettre notre «*récit national*» (24 avril 2015), en passant par Vincent Peillon déclarant, à sa prise de fonction au ministère de l'Éducation nationale en 2012, que «*nous devons aimer notre patrie*».

L'école publique a certes quelque peu changé depuis les années 1880 et Jules Ferry, qui voulait transformer chaque écolier en patriote, en futur soldat prêt à mourir pour la France. Mais, sur le fond, l'idéologie qu'elle diffuse reste la même. Les ministres de l'Éducation successifs, de droite comme de gauche, ne cessent de le répéter : l'école doit apprendre le respect des «*valeurs de la république*». Il faut entendre par là celles que la bourgeoisie veut inculquer aux plus jeunes. Comme du temps de Jules Ferry, ceux-ci doivent être formés dans l'idée que riches et pauvres, exploités et exploités, ont les mêmes intérêts. Tous devraient être unis derrière le drapeau français et respecter l'ordre bourgeois.

L'ÉCOLE DE JULES FERRY : LA NATION À LA PLACE DE DIEU

La nécessité de donner un minimum d'instruction aux enfants des classes populaires ne s'imposa à la bourgeoisie française qu'à la fin du 19^e siècle. Elle avait de plus en plus besoin de trouver sur le marché du travail une main-d'œuvre ayant un minimum d'instruction, c'est-à-dire sachant lire, écrire et compter. Dans le contexte politique de l'époque, les bourgeois républicains ne tenaient pas à ce que cette instruction populaire soit dominée par le clergé. Et pour cause : dans ces années 1880, les institutions républicaines étaient loin d'être solidement installées. La république avait été proclamée le 4 septembre 1870, mais elle n'avait été instituée qu'en 1875.

L'Église était tout entière du côté de ceux qui souhaitaient une restauration monarchique. L'État devait donc se charger de développer l'éducation des enfants des classes populaires indépendamment de l'Église, en finançant la construction d'écoles dans chaque commune et en les remettant dans les mains d'instituteurs rémunérés par lui, d'instituteurs qui seraient les «*hussards*» de la république.

Député républicain à la fin du second Empire, ennemi acharné des ouvriers communaux en 1871, Jules Ferry mena le combat qui aboutit aux lois de 1881 et 1882 rendant l'école gratuite, obligatoire et laïque, animé par la volonté d'éloigner la jeunesse des classes populaires de l'influence de l'Église, mais aussi de celle du socialisme. «*Si cet état de choses se*



STÉPHANE AUDRAS / RÉA

Le 18 décembre 2017, Jean-Michel Blanquer à l'école primaire Les Bleuets, à Lyon.
Une classe... où il n'y a pas – pas encore – de drapeau bleu blanc rouge.

perpétue, disait-il pour expliquer son combat contre l'emprise de l'Église catholique sur l'école, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871 » (allusion à la Commune de Paris). On le voit, ses préoccupations étaient celles d'un politicien soucieux du maintien de l'ordre bourgeois dont il était un fervent défenseur.

L'école laïque a été créée pour être un instrument de pouvoir dans les mains de la bourgeoisie. À côté de l'enseignement destiné aux futurs cadres de la société capitaliste afin d'en faire ses défenseurs, l'école primaire, celle des classes populaires, était conçue pour les dresser à respecter cette so-

ciété d'exploitation. Il fallait les ranger derrière le drapeau tricolore, celui de la bourgeoisie. Jules Ferry remplaça dans l'éducation Dieu par la nation.

Les conseils aux membres de l'enseignement dans l'instruction primaire datant de 1883-1884 sont significatifs de ces objectifs. « *Servir son pays est un devoir et un honneur, pouvait-on lire. Les maîtres n'oublieront pas que c'est surtout par l'étude de l'histoire nationale, où se rencontrent si souvent les mots de patrie et patriotisme, qu'ils arriveront à faire l'éducation de ce patriotisme.* » Tout, dans les programmes, fut donc orienté dans ce sens. Le canevas d'un sujet de composition proposé au cours élémentaire le 16 août 1884 est édifiant. « *À l'hôpital de Toulon, un jeune sergent subit une amputation pour une blessure subie au Tonkin. Le blessé se réveille, regarde la plaie: "Il vaut mieux cela qu'être prussien", dit-il. Le sergent était de Metz.* » *Le tour de France par deux enfants*, ma-

nuel de lecture incontournable de la jeunesse sur plusieurs générations, devait faire vibrer la fibre patriotique au travers des aventures de deux petits Lorrains qui, fuyant l'occupation prussienne de 1870, passaient clandestinement la frontière, parcourant la France à la recherche de leur oncle. « *Soyez tranquilles, nous demeurerons les enfants de la France: nous quitterons Phalsbourg pour aller là-bas, nous resterons français, quelque peine qu'il faille souffrir pour cela* », assuraient les héros du livre. On ne pouvait que conclure au nécessaire retour de l'Alsace et de la Lorraine dans les frontières françaises.

Le petit Lavoisier, manuel d'histoire paru en 1876, best-seller de l'école primaire de Jules Ferry, qui fut réédité jusqu'en 1950, assenait sa propagande tricolore à toutes les pages. « *Vous avez le devoir de vous instruire, parce qu'un citoyen ignorant est incapable de servir son pays. [...] Soyez patriotes!* »

proclamait-il. Les élèves découvraient leurs « ancêtres les Gaulois ». « Autrefois notre pays s'appelait la Gaule et les habitants, les Gaulois », pouvait-on lire dans l'ouvrage destiné au cours élémentaire première année. « Il y a deux mille ans, la France s'appelait la Gaule », affirmait celui destiné au cours moyen. Pour donner un fondement plus ancien à la nation française, on tordait le cou à la vérité historique. On apprenait aussi à célébrer la bravoure des croisés s'emparant de Jérusalem en 1099 et à applaudir au massacre des milliers de Turcs au nom de Jésus-Christ, parmi bien d'autres hauts faits d'armes de la France.

La loi du 28 mars 1882 mit la gymnastique et les exercices militaires au nombre des matières d'enseignement. Le décret du 6 juillet 1882 créa des bataillons scolaires, transformant les enfants en apprentis soldats. L'article 9 précisait : « Le bataillon scolaire ne pourra être armé que de fusils conformes à un modèle adopté par le ministre de la Guerre et

poinçonnés par l'autorité militaire. Ces fusils, dont la fabrication sera abandonnée à l'industrie privée, devront présenter les trois conditions suivantes : n'être pas trop lourds pour l'âge des enfants ; comporter tout le mécanisme du fusil de guerre actuel ; n'être pas susceptibles de faire feu même à courte portée. Les fusils seront déposés à l'école. » « Pour la patrie par le livre et par l'épée » était la devise des plus guerriers de ces bataillons scolaires destinés à préparer les enfants à défendre le sol de la patrie. Le manuel général de l'instruction primaire datant de 1905 à destination des instituteurs précisait que l'école primaire devait enseigner « l'obligation absolue pour les jeunes Français d'accepter les sacrifices que lui commandera son pays, fût-ce celui de sa vie ». L'école de Jules Ferry fut bien en première ligne pour défendre le retour de l'Alsace et de la Lorraine dans les frontières nationales et les conquêtes coloniales. Les manuels défendaient la colonisation comme un progrès. Les massacres de

populations, le pillage des richesses, tout cela était justifié au nom de la prétendue grande œuvre civilisatrice de l'empire colonial français. Les jeunes esprits étaient ainsi préparés à l'Union sacrée de 1914.

La bourgeoisie créa des écoles de formation pour les instituteurs, dont l'objectif de moralisation des futurs ouvriers était clairement affiché. Il fallait éduquer les enfants de la classe ouvrière dans le respect des valeurs bourgeoises afin qu'ils se rangent plus tard derrière leurs exploités. Ainsi, on trouve dans le journal pédagogique du Pas-de-Calais du 9 janvier 1883 ce conseil de l'inspecteur d'académie, un certain M. Beurrier : « Il faut mettre en garde nos enfants, fils d'ouvriers, contre les théories égalitaires qui hantent souvent les ateliers. Elles font grand bruit et la question de la propriété reste l'une des plus complexes et des plus discutées. [...] Sans être de profonds théoriciens, il vous sera facile de montrer à vos élèves : 1. L'impossibilité de partager les biens entre tous et de donner à chacun selon ses forces et son



Un bataillon scolaire à Breteuil-sur-Noye, dans l'Oise, en 1899. Les jeunes enfants déjà embrigadés pour la guerre.

mérite. 2. La nécessité d'assurer au travail la stabilité du capital créé par lui. C'est enlever au travail son plus puissant stimulant que d'admettre l'extinction de la propriété avec le travailleur.»¹ On ne peut pas dire plus explicitement la volonté du pouvoir de tenir la jeunesse ouvrière le plus éloignée possible des idées socialistes.

LE MOUVEMENT OUVRIER SOCIALISTE ET L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

Dix ans après la Commune de Paris de 1871, durant laquelle les ouvriers parisiens avaient instauré leur propre pouvoir durant huit semaines, le mouvement ouvrier se relevait en effet de la répression sanglante qui y avait mis fin. Les idées socialistes, marxistes, gagnaient des couches plus larges de la classe ouvrière et... des enseignants eux-mêmes.

Nombre d'entre eux bataillèrent pour obtenir le droit de se syndiquer et rejoignirent le combat de la classe ouvrière pour son émancipation. Des instituteurs socialistes écrivaient ceci dans la revue *L'Émancipation de l'instituteur* en février 1908 : « L'État peut-il permettre qu'on le critique dans son principe, dans ses institutions ? Non, car il éduque, comme l'Église, en vue de sa conservation, de sa justification, et il est obligé de limiter ce développement de l'esprit de recherche d'examen, essentiellement scientifique ; comme l'Église, il donne à ses idées un caractère de chose sainte : patrie, propriété, loi, armée. »² Le journal *Le socialiste* du 30 décembre 1906 proclamait que l'enseignement voulu par la république pour les enfants des prolétaires était « un dressage pour la subordination »³.

Malgré tout, l'apprentissage systématique de la lecture et de l'écriture facilita la diffusion des idées véritablement socialistes au travers de nombreux ouvrages, tracts, journaux diffusés par les militants socialistes. Mais le mouvement ouvrier d'alors ne s'en remit pas pour autant à cette école de la république pour éveiller les consciences. Il créa, dans le cadre des Bourses du travail fondées à l'initiative de Fernand Pelloutier en 1886, des bibliothèques, des cours destinés aux ouvriers, au sein desquels étaient discutés les mécanismes de l'exploitation, les moyens de s'en libérer et l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie. Le 10^e congrès de la CGT d'octobre 1908 déclarait : « Nous savons quels germes tenaces a jetés, dans nos cerveaux, l'enseignement néfaste de l'école cléricale ou de l'école laïque. La classe ouvrière fut et continue à être instruite contre elle-même. L'éducation syndicale est tout à faire. » Lorsque les syndicats d'instituteurs votèrent leur adhésion à la CGT, le 29 mars 1907, le pouvoir en place y vit une déclaration de guerre... de classe. Georges Clemenceau, alors président du Conseil et ministre de l'Intérieur, déclarait quelques semaines plus tard : « La très grande majorité du Parti radical n'admettra pas que les instituteurs de France s'embrigadent derrière les révolutionnaires partisans de l'action directe, du sabotage, de la violence et de la grève générale, débaucheurs de l'armée et blasphémateurs de la patrie. » (cité dans le journal *Le Temps* du 31 mars 1907). Ces instituteurs menaient effectivement une active propagande antimilitariste, et nombre d'entre eux furent révoqués pour cela.

Mais, en août 1914, dirigeants du Parti socialiste et de

la CGT se solidariserent avec leur bourgeoisie en acceptant la guerre comme juste et nécessaire. Ce fut le début de l'Union sacrée, et la quasi-totalité de ces instituteurs rentrèrent également dans le rang.

Le pouvoir ouvrier issu de la révolution russe de 1917 reprit la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier. Il s'attela à la tâche immense de lutter contre l'analphabétisme, dans ce pays que le tsarisme avait maintenu dans l'arriération. Il réussit à réorganiser le système scolaire, montrant les immenses possibilités pour l'éducation d'une société libérée du carcan capitaliste.

L'ÉCOLE «TRICOLORE» TOUJOURS

Pour en revenir à la France, peut-on dire que les fondements de l'éducation ont changé depuis Jules Ferry ? L'école n'est pas un îlot isolé, elle reflète la société, les courants qui la traversent. Il y a certes eu depuis des évolutions positives sous l'influence de mouvements sociaux. En mai-juin 1968, l'éducation fut contestée pour son conformisme par la jeunesse lycéenne et étudiante, et par nombre d'enseignants. Dans le domaine de l'enseignement de l'histoire, par exemple, le « roman national », ce récit patriotique édifié par les historiens du 19^e siècle qui avait marqué cet enseignement durant des décennies, fut alors remis en cause. Mais, comme le souligne l'historien Nicolas Offenstadt dans un texte intitulé *À bas le roman national* : « Les courants contestataires, les débats publics et la réflexion historiographique n'empêchent pas le récit national de perdurer. Il imprègne encore l'enseignement scolaire, la muséographie, la vulgarisation scientifique. »

1 Mona Ozouf, *L'école, l'Église et la République 1871-1914*, pp. 81-82.

2 Mona Ozouf, *op. cit.*, p. 210.

3 *Ibid.*, p. 211.

«L'école est le creuset de l'unité nationale, là où se forge le sentiment d'appartenance à une seule communauté de destin.» Ce n'est pas une citation de Jules Ferry, mais un extrait d'une lettre émanant du ministère de l'Éducation nationale de 2015. Du primaire au lycée, des générations de fils et filles d'ouvriers, d'employés, de chômeurs, d'enfants d'immigrés de troisième génération ou de sans-papiers continuent de s'entendre répéter qu'ils ont bien de la chance d'être ainsi intégrés dans ce « creuset ».

L'école puise encore dans l'histoire, passablement revisitée, des arguments susceptibles d'exalter la fierté d'appartenir à cette communauté nationale. L'étude faite par Suzanne Citron⁴ d'un grand nombre de manuels, parmi les plus utilisés, sur plus d'une soixantaine d'années, le met en lumière. On retrouve, des années 1920 aux années 1980, les récits des exploits de figures emblématiques de héros peints en bleu-blanc-rouge, de Vercingétorix à Jeanne d'Arc, en passant par Charles Martel.

L'édition de 1931 du manuel d'histoire de France de Lavisser expliquait par exemple aux élèves du cours moyen : « Vercingétorix est mort pour avoir défendu son pays contre l'ennemi. [...] Tous les enfants doivent se souvenir de Vercingétorix et l'aimer. »⁵ Trente ans plus tard, les propos sont plus retenus, mais l'invention d'une prétendue patrie, la Gaule, présentée comme l'ancêtre de la France, demeure : « Retenons le nom du Gaulois qui a si vaillamment défendu sa patrie », lit-on dans *l'Histoire de France* éditée chez Armand Colin en 1962. Le personnage de Charles Martel, chef militaire des Francs qui vécut au 8^e siècle, est un autre exemple. Le manuel Lavisser de 1924 explique : « Charles Mar-

tel est dénommé ainsi car il a écrasé, comme avec un marteau, les ennemis qui ont envahi la Gaule. » Dans les manuels datant de 1985, Charles Martel est toujours décrit comme un héros. Le livre d'histoire destiné au cours moyen intitulé *La France au fil du temps*, édité chez Nathan en 1985, présente les choses de manière assez semblable, attribuant toujours aux Arabes le rôle négatif d'envahisseurs. « En 732, les Arabes venus d'Espagne arrivent en France – la nation française existait donc, d'après les auteurs – [...]. Charles Martel dirige l'armée des Francs contre l'envahisseur. Il réussit à repousser les cavaliers arabes et en retire une grande gloire. »

L'exaltation des conquêtes coloniales, de la « plus grande France », a perduré au travers de l'enseignement de l'histoire et de la géographie jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962. L'impérialisme français était présenté comme civilisateur, ses conquêtes comme légitimes. Le Lavisser expliquait à destination des écoliers du cours élémentaire en 1931 : « Les pays que nous possédons sont vingt fois plus vastes que la France. [...] Des hommes blancs comme nous dans l'Afrique du Nord, des hommes noirs dans d'autres parties de l'Afrique, des hommes jaunes en Indochine. Partout la France enseigne le travail. Elle crée des écoles, des routes, des chemins de fer, des lignes télégraphiques. La France a le droit d'être fière de ses conquêtes. » Aujourd'hui, on ne trouverait certes plus de tels résumés. Mais, soixante-dix ans après cette édition du Lavisser, le président Chirac déchaînait la polémique en proposant que « les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord »,

article 4 de la loi du 23 février 2005, certes finalement supprimé devant les protestations d'historiens et d'enseignants. Les crimes de l'impérialisme français ne sont toujours pas dénoncés clairement dans les manuels scolaires. Les massacres commis par le gouvernement français en 1945, pour réprimer les manifestations à Sétif et à Guelma en Algérie, ne sont pas toujours évoqués, tout comme la pratique de la torture par l'armée française durant la guerre d'Algérie. Les manuels renvoient trop souvent dos à dos l'impérialisme français et le FLN, le colonisateur et ceux qui aspirent à ne plus être colonisés. Ainsi, dans le manuel destiné aux élèves de terminale baccalauréat professionnel (Editions le Robert), on peut lire : « Face aux « événements », la France réagit par des opérations de maintien de l'ordre; les nationalistes algériens sont qualifiés de « fellaghas » et l'action entreprise est dite de « pacification » [les guillemets sont censés marquer une certaine distance par rapport aux termes utilisés à l'époque par le gouvernement français]. Dans les deux camps, la lutte provoque des excès, massacres, attentats, représailles, tortures. »

Le mensonge par omission est en quelque sorte une autre manière de s'arranger avec l'histoire et de dédouaner l'impérialisme français de toute responsabilité. Dans les programmes d'histoire en place à la rentrée 2011 et destinés aux élèves de première série générale, sous l'intitulé « La guerre au 20^e siècle », il est proposé d'aborder les deux conflits mondiaux ensemble. La Première Guerre mondiale, « l'expérience combattante dans une guerre totale », et la Deuxième Guerre mondiale, « guerre d'anéantissement et génocide des Juifs et des Tziganes », sont étudiées,

4 Suzanne Citron, *Le Mythe national: L'histoire de France revisitée*, 1987.

5 *Ibid.*, p. 53.



Carte postale de 1914-1918 intitulée « Tu vois, c'est là qu'il était ! ».
La jeune fille montre Verdun, bataille meurtrière (700 000 morts). L'enfant
est censé être fier de ce que son frère ou son père y soit mort.

comme les intitulés le montrent, essentiellement sous l'angle du coût humain. Certes, les guerres engendrent de terribles souffrances. Mais elles ne tombent pas du ciel. Ignorer purement et simplement les causes de ces conflits permet surtout de ne pas expliquer qu'ils ont été provoqués par les affrontements entre impérialismes.

COMPRENDRE LE MONDE... POUR LE CHANGER

L'école publique a progressivement permis à de plus larges couches de jeunes des classes populaires d'acquérir une certaine culture, et par là même une certaine ouverture sur le monde. Elle a même représenté, pour des générations de jeunes, un lieu d'émancipation, en les soustrayant au moins partiellement aux carcans des traditions, des religions, et ce particulièrement pour les filles. Mais elle reste un moyen pour la bourgeoisie de contrôler, ou du moins de tenter de contrôler les esprits. Et elle le restera tant que la bourgeoisie sera au pouvoir. Alors, il est à souhaiter que les bases intellectuelles et culturelles que l'éducation donne dans ce cadre bourgeois aux jeunes de milieux populaires les aident à comprendre le monde, dans le but de le changer.

14 avril 2019



Kazakhstan : le tyran passe la main, son clan la garde

Durant plus de trois décennies, Noursoultan Nazarbaïev a dirigé d'une poigne de fer le Kazakhstan, cette ex-république soviétique eurasiatique vaste comme cinq fois la France mais peuplée de seulement 19 millions d'habitants, dont il a annoncé subitement quitter la présidence le 19 mars. Il est celui des anciens hauts dignitaires de la bureaucratie soviétique, notamment des ex-premiers secrétaires du parti dit communiste, qui s'est maintenu le plus longtemps au pouvoir après la fin de l'URSS, en décembre 1991.

PSEUDO-CHANGEMENT ET CONTINUITÉ DANS LA DICTATURE

Qu'il abandonne son fauteuil présidentiel semble avoir pris de court beaucoup de monde. Mais la façon dont cela a été organisé – un passage de relais aux membres de son clan politico-familial – devrait rassurer la fameuse « communauté internationale ». Car le maintien de ce clan au pouvoir, et de la dictature qu'il exerce sur ce pays riche en ressources minérales et jouissant d'une position stratégique en Asie centrale, ne peut qu'être interprété comme un gage de stabilité par ceux qui dictent l'ordre mondial : les puissances impérialistes occidentales ainsi que leurs multinationales, et la Russie et la Chine.

Pour occuper le poste de président, par intérim car on n'est jamais trop prudent, le « père de la nation », titre que Nazarbaïev s'est fait décerner en 2010 par la Constitution, a choisi un de ses affidés : le chef du Sénat, Kassym-Jomart Tokaïev. Et pour lui succéder à la tête du

Sénat, et en faire le second personnage de l'État, Nazarbaïev a choisi sa propre fille, Dariga. Le népotisme, vieille habitude de la bureaucratie soviétique, surtout en Asie et dans le Caucase, a pris une ampleur inouïe depuis la fin de l'URSS. Cas les plus connus de contrôle familial et de transmission héréditaire du pouvoir : ceux du père, puis du fils Aliiev à la tête de l'Azerbaïdjan, et des Kadyrov père et fils en Tchétchénie. Mais le Kazakhstan ne dépare pas le tableau : avant de promouvoir son aînée numéro deux du régime, Nazarbaïev l'avait déjà propulsée à la vice-présidence du gouvernement, puis de l'Assemblée nationale.

Quant à lui, il garde la présidence du Conseil de sécurité et celle du parti au pouvoir. Et afin que nul ne se méprenne sur le sens à donner à sa démission en trompe-l'œil, le lendemain même, il a fait rebaptiser de son prénom Noursoultan, « La lumière du sultan », la capitale Astana, suivant là une tradition que le stalinisme avait reprise du tsar Pierre-le-Grand et de certains satrapes asiatiques.

LE « PARRAIN », SA DICTATURE ET LES MULTINATIONALES

Dans le discours annonçant sa décision, lui qui a un jour décrit son régime comme une « dictature éclairée » dont il reste le chef de fait, s'est vanté d'avoir mené à bien une triple tâche à la tête du pays : « *Construire une économie de marché, mettre à bas un système à l'idéologie totalitaire et moderniser tous les rouages de la société.* »

Cela, c'est pour la galerie diplomatique. En fait, chacune de ces assertions relève de l'exagération, sinon du mensonge pur et simple, de la part de celui qui, promu Premier ministre du Kazakhstan soviétique en 1984, puis chef du parti de cette république en 1989, a régné pendant plus de trente ans en tant que chef de clan de la bureaucratie kazakhe.

Ceux qui auraient pu lui faire de l'ombre du temps de l'URSS, Nazarbaïev les a écartés, tel en 1985 son patron, Kounaïev. Il avait été alors un des premiers dirigeants de la bu-



Le dictateur Noursultan Nazarbaiev lors d'un congrès du parti unique en 2011.

reaucratie soviétique à miser ouvertement sur les rivalités nationales au sein d'une république multi-ethnique afin d'asseoir le pouvoir de sa clique. Un registre dont il allait jouer largement après l'éclatement de l'Union soviétique, afin de donner une assise nationale à sa dictature. Au tournant des années 1980-1990, il profita de l'existence d'une forte minorité russophone, décrite comme privilégiée, sinon menaçante pour la composante kazakhe de la population, pour se présenter en champion de celle-ci. Sa volonté affichée de « rekazakhiser » le pays se manifesta entre autres dans l'abandon fin 1997 de l'ancienne capitale, Almaty (l'ex-Alma-Ata très russifiée, aux confins de la Chine) au profit d'Akmola (l'ex-Akmolinsk et plus anciennement encore Tselinograd). Cette ville moyenne située en pleine steppe, loin des centres industriels, devait, sous le nom d'Astana – « la capitale » en kazakh –, incarner l'esprit de ce peuple et devenir une « Singapour des steppes » célébrant la gloire du régime et de son chef du haut de ses gratte-ciels.

Cependant, le prétendu « dictateur éclairé » ne tarda pas à mettre une sourdine à sa politique de discrimination ethnique, certes feutrée mais systématique, car elle avait provoqué la fuite de millions de Russes, Ukrainiens, etc. Cela d'autant plus rapidement qu'elle coïncidait avec l'effondrement du pouvoir d'achat d'une immense majorité de la population, comme partout du fait de la disparition de l'URSS, mais de façon plus terrible encore qu'en Russie. Ceux qui quittaient le Kazakhstan pour la Russie, ou risquaient de le faire, se confondaient plus ou moins avec le noyau le plus éduqué, le plus qualifié de la population. Or après 1991 et la dissolution de l'Union soviétique, pour faire face au désastre qu'était la rupture de

la trame et des liens économiques établis à l'échelle, non pas du seul Kazakhstan mais de toute l'URSS, Nazarbaïev et sa clique avaient besoin d'une main-d'œuvre qualifiée et nombreuse. Pour conforter leur emprise et pour s'enrichir, ils misaient sur l'essor des industries extractives, que rendait possible l'abondance de pétrole, de gaz et de minerais divers. Mais ces industries ne pouvaient attirer les capitaux étrangers que s'il y avait une classe ouvrière capable de les faire fonctionner.

Pour garantir cette rente, et éviter la moindre contestation, au sommet comme dans la population, qui aurait menacé cette poule aux œufs d'or, le régime musela toute forme d'opposition. Certes, à côté du parti du pouvoir, il en existe officiellement deux autres, qui n'ont aucune indépendance, ni d'existence autre que nominale. Mais ce simulacre de pluralisme ainsi que la tenue périodique d'élections permettent au régime et à ses partenaires occidentaux de faire comme si les dirigeants kazakhs, avec lesquels ils sont en affaires, avaient une forme d'aval populaire. Et si c'est avec des scores bien trop élevés pour être sincères, car dépassant 80 %, que Nazarbaïev s'est fait élire et réélire à la tête du pays, ne l'a-t-il pas été cinq fois depuis 1991 ? Pendant ce temps, le régime étranglait toute expression d'un point de vue autre que le sien. Les opposants les plus chanceux ont pu s'exiler, souvent dans la Russie de Poutine qui, comparée au Kazakhstan de Nazarbaïev, semblait leur offrir un havre relativement sûr ! Mais combien d'autres ont été torturés en prison, voire liquidés physiquement sans procès ?

Le « système à l'idéologie totalitaire » que Nazarbaïev aurait détruit, s'il ne l'a pas reconduit tel quel après en avoir été un pur produit et un hié-

rarque, peu s'en faut. Bien sûr, il a procédé à des changements visibles d'étiquettes : dans les incantations de la propagande, la « nation » a remplacé le « socialisme » ou la « classe ouvrière », et le parti dirigeant n'est plus dit « communiste », mais Nour Otan, « Lumière de la patrie ». Mais les mêmes hommes se sont maintenus au pouvoir, pour autant que la biologie le leur permettait. Et le régime affiche les mêmes tares typiques de la bureaucratie du temps de Brejnev : il continue à vivre de trafics mafieux, mais à bien plus vaste échelle qu'auparavant, à user de méthodes policières et à s'appuyer sur la domination d'un parti unique.

Mais avec la notable différence que les géants industriels de l'ère soviétique ont perdu leur statut étatique, pour être privatisés. Nazarbaïev et son clan ont fait main basse sur eux ou récupèrent de façons diverses – sous forme de pots-de-vin ou par le biais de sociétés mixtes enregistrées dans des paradis fiscaux – une partie des profits que des capitalistes étrangers en tirent depuis que ces entreprises ont changé de statut juridique. Il a récemment été démontré que Nazarbaïev et sa famille avaient ainsi détourné sur des comptes privés un milliard de dollars provenant de l'exploitation pétrolière. Et s'il a, lui, reçu en 2014 le prix Dictat-or, décerné par deux ONG au dictateur le plus riche de la planète, c'est qu'il aurait à cette date amassé près de 5 milliards de dollars comme pillard en chef des richesses du pays. Ce qu'il revendique à sa façon d'autocrate mégalomane dont les statues se dressent partout : les coupures de la monnaie kazakhe, le tengue, portent toutes l'empreinte de sa main. Celle-ci trône même dans une boule en or tout en haut d'une immense tour à Astana !

Quant à avoir modernisé la société, ce dont il se targue, c'est



DR

Répression policière contre les soutiens de travailleurs grévistes, après le massacre de Janozen, perpétré en décembre 2011.

une mauvaise plaisanterie : le pouvoir actuel l'a rejetée loin en arrière. Il a laissé à l'abandon les structures de soins et d'éducation héritées de l'ère soviétique, mais il a su trouver des fonds pour édifier et rénover de nombreuses mosquées. En matière de culte, il est vrai que Nazarbaïev a surtout favorisé celui de sa propre personne, la population étant tenue de communier dans la vénération du régime et de son chef. Dans le même temps, il s'est découvert à 50 ans révolus pieux musulman, lui qui du temps de l'URSS affichait son absence de religion – carrière oblige. Il a donc fait son pèlerinage à La Mecque pour faciliter sa quête de soutiens et de dollars du côté des pétromonarchies du Golfe. Le régime ayant besoin d'appuis idéologiques dans toute la population, y compris russophone, il a aussi ouvert sa bourse aux églises orthodoxes. Après avoir pris quelque distance avec le Kremlin – en nouant des partenariats avec la Chine, en adhérant à la ligue des pays islamiques, en signant des accords de coopération avec les États-Unis, mais tout en res-

tant membre de la Communauté des États indépendants (CEI), qui regroupe tant bien que mal une moitié des ex-républiques soviétiques autour de la Russie – cela permettait au dictateur kazakh de ménager ses relations avec Moscou. Son régime en avait plus que besoin, d'un point de vue aussi bien économique que militaro-diplomatique, pour faire contrepoids à la Chine et aux États-Unis dont les entreprises sont partout présentes dans le pays.

Car, comme partout en ex-URSS, la production locale a chuté au rang d'annexe de l'économie mondiale, qu'elle approvisionne désormais en matières premières agricoles et surtout en gaz et pétrole, ainsi qu'en charbon, chrome, minerai de fer, uranium...

Regorgeant de telles richesses, le Kazakhstan a attiré les ExxonMobil, Shell (États-Unis), Total (France), ENI (Italie) et de grandes compagnies britanniques et chinoises. Concurrentes ou associées, mais toujours en cheville avec des trusts tenus par le clan Nazarbaïev, elles tirent d'énormes profits de

ce pays. D'où l'empressement, en leur temps, des présidents George W. Bush et Sarkozy à recevoir un dictateur avec lequel traitaient leurs capitalistes, ou, plus récemment, l'attitude plus que complaisante des Hollande et Macron quant à ce régime. S'agissant des grandes sociétés britanniques, elles ont pu compter sur Tony Blair, cet ex-Premier ministre travailliste devenu conseiller du dictateur, lequel dictateur le rétribuait généreusement pour lui enseigner l'art de recouvrir ses forfaits d'un vernis de respectabilité. Il est vrai que les puissances ex-coloniales comme la France et la Grande-Bretagne ont acquis un savoir-faire hors pair en la matière.

UNE CLASSE OUVRIÈRE MULTIETHNIQUE, NOMBREUSE ET ACTIVE

Il ne faut donc pas s'étonner que les médias des États dits démocratiques couvrent de leur silence les turpitudes de ce régime, sa négation des droits démocratiques les plus élémentaires, sa corruption, ses

assassinats, sa pratique systématique de la torture. En protégeant les intérêts des mafieux au pouvoir, la dictature protège aussi ceux du grand capital étranger.

C'est ce qu'elle démontra de façon sanglante et à grande échelle en mai 2011 au Kazakhstan occidental. Les ouvriers du pétrole s'y étaient mis en grève pour obtenir notamment le droit de choisir librement leurs représentants syndicaux. Leur grève ayant été décrétée illégale, un millier d'entre eux furent licenciés. Pendant des mois, le régime fit régner la terreur contre ceux qu'il accusait d'être des meneurs, contre les membres de leur famille, et plus largement contre tous ceux qui étaient susceptibles de soutenir le mouvement, mais sans réussir à le briser. Alors, le 16 décembre, dans la petite ville de Janozen, la police tira contre des manifestants grévistes. Officiellement, il y eut une quinzaine de morts, mais sans doute

quatre à cinq fois plus, 500 blessés et de très nombreuses arrestations. La révolte ayant commencé à trouver un écho et un soutien actif dans d'autres secteurs de la population ouvrière, le régime y mit un coup d'arrêt en la noyant dans le sang.

La crise mondiale, avec ses répercussions en Russie et au Kazakhstan, y a fait à nouveau reculer la production et le niveau de vie des classes laborieuses. Avec la privatisation des aéroports, des terres agricoles, des hôpitaux, des transports en commun – le pouvoir ayant eu recours à ces expédients pour se maintenir à flot – cela a suscité des mouvements de protestation dans les villes en 2016. Malgré la répression, des grèves victorieuses ont eu lieu fin 2017 dans les mines de la région de Karaganda. Et récemment, l'assassinat d'un champion olympique a servi de détonateur à des manifestations exigeant la démission du ministre de l'Intérieur.

Nazarbaïev le limogea mi-février. Puis, il congédia tous ses ministres, pour ne reprendre que les moins haïs. En même temps, il promit d'augmenter les salariés du secteur public. Alors, sur fond de tensions sociales persistantes, sa fausse sortie du 19 mars apparaît comme visant à donner le change. Mais ni le régime ni ses forces de répression n'ont en rien changé : quelques jours plus tard, la police arrêtait des dizaines d'opposants qui manifestaient contre le pouvoir à Astana et Almaty, les deux principales villes du pays.

Les travailleurs du Kazakhstan ont payé très cher pour savoir que la dictature n'a pas pour habitude de lâcher du lest, et encore moins de céder sans combattre. Entre leurs intérêts et ceux du clan au pouvoir ainsi que ceux des multinationales qu'il protège, c'est d'une lutte à mort qu'il s'agit.

16 avril 2019



Ouvriers du pétrole en grève.



Fermeture de Ford-Blanquefort et politique de classe

La fermeture de l'usine Ford de Blanquefort, près de Bordeaux, qui fabrique des boîtes de vitesses pour le groupe, devrait être finalisée courant 2019. Elle a eu un certain retentissement dans le pays. Les médias en ont relayé les péripéties successives, tant chez Ford qu'au niveau du gouvernement. Dans ce contexte, les responsables CGT, dont Philippe Poutou, ont pu développer la politique que le syndicat CGT a défendue à cette occasion pendant des mois. Quant au Nouveau parti anticapitaliste (NPA), quelles que soient les réserves que puissent avoir émis certains de ses militants, il s'est fait le relais, dans sa presse et sur son site, de la politique de son ex-candidat à la présidentielle. Et c'est de cette politique que nous souhaitons discuter ici.

Ce n'est pas le fait que la fermeture de l'usine n'ait pu être empêchée que nous discutons. Cela n'était pas à la portée des travailleurs et des militants.

Nous discutons de la démarche des camarades du NPA et des objectifs qu'ils ont proposés aux travailleurs dans le combat contre Ford car ils sont significatifs du fond des divergences entre nos organisations respectives.

Lutte ouvrière n'a aucun militant dans cette usine. Nous n'étions donc pas en situation de confronter nos politiques respectives sur le terrain, en les défendant devant l'ensemble des travailleurs. Ce qui a été mis en avant publiquement dessine cependant deux stratégies différentes, qu'il est nécessaire, pour les militants ouvriers, de comprendre.

Ce sont ces deux stratégies que nous souhaitons confronter, non pas dans un esprit polémique, mais pour armer les militants ouvriers pour les luttes futures.

LES TRAVAILLEURS DE FORD FACE À LA DÉCISION DE FERMETURE

Les combats contre les fermetures d'usines et les licenciements sont des combats difficiles. Tant qu'ils restent limités à une entreprise, ils se mènent dans le cadre d'un rapport de force défavorable pour les travailleurs, sur un terrain et selon un calendrier choisis par les patrons de cette entreprise. Les travailleurs le savent; c'est ce qui peut les faire hésiter à s'engager dans un combat dans lequel ils ne pourront pas remporter une victoire complète, c'est-à-dire faire annuler la fermeture.

Le contexte de la fermeture de l'usine de Blanquefort était particulièrement difficile pour les travailleurs. Il s'agissait, à quelques centaines, de remettre en cause la politique d'un trust, regroupant des dizaines de milliers de salariés. Le centre des décisions de Ford se trouvait à des milliers de kilomètres, à Detroit, aux États-Unis. Et par ailleurs, cela permettait un jeu trouble de la part

de l'État français car Ford ne fait pas partie de ses protégés qu'il aide naturellement.

En 2011, Ford avait déjà voulu se débarrasser de son usine de Blanquefort. Un prétendu repreneur, HZ Holding, et son partenaire, Johann Hay, s'était présenté et avait touché les subventions que gouvernement et élus régionaux lui avaient gracieusement offertes. Le repreneur avait déguerpé avec l'argent, obligeant Ford à reprendre toute l'usine.

En février 2018, Ford a annoncé qu'il entendait se désengager du site et qu'il se mettait à la recherche d'un repreneur. Huit cent cinquante licenciements étaient programmés, sans parler de la suppression des emplois induits que la fermeture de l'usine allait entraîner. C'est alors, dans l'urgence, que se posait le problème pour les travailleurs et les militants: Quoi faire? Comment réagir? Que réclamer? Sur quoi tenter de se mobiliser? Pour quels buts? En s'appuyant sur quels principes?

C'est alors que la CGT s'est engagée sur le mot d'ordre

DR



Philippe Poutou, à droite, aux portillons de l'usine Ford de Blanquefort, le 26 février dernier.

« Ford doit rester » et a organisé des manifestations sur ce mot d'ordre, qui a reçu un accueil très mitigé chez les salariés de l'usine.

Et sur cette base, les choix des objectifs défendus par Philippe Poutou et le NPA, et les moyens de les défendre, nous paraissent contestables. La justesse d'une politique ne s'apprécie pas aux résultats obtenus. Ceux-ci dépendent aussi des conditions objectives et des choix des adversaires des travailleurs, qui peuvent décider de ne rien lâcher, même face à une lutte large et déterminée, menée de la façon la plus démocratique qui soit, sur les objectifs les plus justes.

LES CHOIX DU COMBAT À MENER

Il y a deux façons d'aborder l'échéance d'une fermeture d'usine avec des licenciements massifs.

Il y a celle des dirigeants des confédérations syndicales, totalement intégrées au système capitaliste, qui lèvent le drapeau de la défense de « notre industrie », qui se désolent plus « de

la perte des savoir-faire » que des emplois, qui se lamentent sur la disparition de « notre tissu industriel », bref qui raisonnent comme les meilleurs défenseurs de l'exploitation capitaliste telle quelle est. Cela les amène à dire aux travailleurs : « Il faut prouver que cette usine est rentable ». Au lieu de faire le procès d'un système qui rejette ceux qu'il a exploités sans retenue pour les pousser du jour au lendemain vers la misère, et donner ainsi aux travailleurs la justification morale de se battre pour sauver leur peau. Ces dirigeants confédéraux attachent les travailleurs aux choix de leurs patrons présents ou à venir. Et ils démolissent ainsi la conscience d'appartenir à une classe dont les intérêts sont à l'opposé des capitalistes. Le pire, si l'on peut dire, c'est que cette politique de capitulation se targue d'« efficacité », alors que le patronat n'a que faire des conseils. Mais cela, ceux qui les donnent le savent mieux que quiconque.

Et puis, il y a le choix de rester sur le terrain de classe, c'est-à-dire faire l'état des lieux sans fioriture, mettre à nu la soif insatiable de profit de ces grands groupes capitalistes, la

complicité des États. Et dire à ses camarades de travail que la seule chose qui compte c'est de se battre pour sauver au mieux notre peau, et que nous n'aurons que ce que nous arracherons. Mais nous le ferons ensemble en restant unis dans la lutte jusqu'au bout, même si cela amène à s'isoler de tout un monde politico-syndical, qui ne n'est pas de nos amis. Nos alliés doivent être les autres travailleurs. Certes, le chemin peut être difficile. Mais rendre les travailleurs maîtres de leur destin est le seul moyen pour qu'ils puissent sortir renforcés du conflit.

LES PREMIERS MOTS D'ORDRE DE LA CGT

Tout d'abord, pendant des mois et jusqu'à la fin de l'été 2018, la CGT de Ford a mis en avant comme mot d'ordre : « Il faut que Ford garde l'usine ! » Certes ! Mais comment convaincre Ford d'inverser ses choix, alors que la fermeture de l'usine se plaçait dans un plan de restructuration à l'échelle européenne ? Ce premier objectif a soulevé bien des objections parmi les travailleurs. Ils

restaient perplexes, car quel moyen d'action indépendant, pour leur propre compte, pouvaient-ils initier pour persuader Ford de garder ouverte cette usine dont le groupe automobile manifestait l'envie de se débarrasser depuis des années? Dans un tract du 11 juin 2018, la CGT écrivait:

« Pour nous, c'est certain, nous n'allons pas lâcher l'affaire. Rien ne remplacera nos emplois. Aucune prime de départ ne sera suffisante. Et surtout n'allons pas croire Ford qui annonce un « bon » plan de licenciements; cela ne veut rien dire, surtout venant de dirigeants qui n'ont cessé de mentir, qui n'ont jamais respecté leurs engagements. Nous en avons fait l'expérience, la meilleure façon d'être trompés c'est de laisser faire les choses. Alors nous disons clairement que, même maintenant, l'heure est à la résistance, à la contestation des choix de Ford, au refus de la perspective de licenciements et de fermeture. [...] Rien ne vaut les emplois que nous avons, il nous faut les défendre mordicus. Il vaut mieux s'en rendre compte maintenant avant que ce ne soit trop tard. Ceux qui nous affirment qu'il faut passer à autre chose, qu'on peut avoir de grosses primes de départ, se moquent de nous. Nous sommes bien conscients que beaucoup n'y croient plus. Nous pouvons même apparaître comme utopiques et pourtant nous sommes réalistes. Si nous étions des centaines à mener la bataille, Ford ne serait pas aussi tranquille, le gouvernement serait obligé de se secouer. Les choses ne se passeraient pas ainsi. »¹

LA BATAILLE POUR LE REPRENEUR PUNCH, ET SES CONSÉQUENCES

À la fin de l'été 2018, changement radical d'objectif de la

part des responsables syndicaux de Blanquefort. Enterré le mot d'ordre de continuation d'activité de l'usine par Ford. Malgré l'épisode catastrophique du repreneur de 2011, ce qu'il fallait, selon ces responsables syndicaux, c'était un repreneur, en l'occurrence Punch. Et voilà donc ce nouveau repreneur présenté par les responsables syndicaux comme la seule solution pour sauver l'usine. « Solution » en tout cas soutenue avec enthousiasme par le gouvernement et les élus locaux. Quinze millions d'aides gouvernementales et régionales devaient tomber dans l'escarcelle de Punch, mais l'essentiel de l'activité devait être assuré par les commandes de Ford qui offrait ainsi à ce patron l'occasion de s'enrichir très vite sans mettre un sou. Du coup les travailleurs se trouvaient ramenés à être des spectateurs, dont le salut ne pouvait venir que d'un autre patron, mais pas d'eux-mêmes.

Certes il n'y a pas, dans ces circonstances de fermeture et de licenciements massifs, et encore moins que dans d'autres combats ouvriers, de mot d'ordre ou de revendication magique ou « opératoire » (pour reprendre un vieux langage de la LCR, ancêtre du NPA) qui permette de répondre aux attentes et aspirations des travailleurs. Mais la chose la plus importante, c'est que, face à une telle situation, les difficultés, les incertitudes, les problèmes soient soumis au débat franc et direct avec les travailleurs et que ce soient eux et eux seuls qui choisissent les revendications et les actions. La chose la plus importante est que les travailleurs puissent se sentir maîtres absolus des décisions. Le choix des revendications, le choix des modes de lutte, ce sera à eux et à eux seuls d'en décider. Cela peut nécessiter des temps de discussion très variables, par-

fois un débat très bref ou alors qui s'étale sur des mois. Et c'est quand ce débat est mûr, et seulement à ce moment-là, qu'il sera sanctionné démocratiquement par des assemblées du personnel et que la décision sera ensuite mise en application. C'est la seule voie qui permette aux travailleurs de surmonter les épreuves auxquelles ils seront soumis dans leur combat, en faisant bloc à chaque fois et en restant unis, au coude à coude. C'est ainsi qu'ils apprennent de leur propre lutte.

Il peut arriver que les travailleurs se battent seulement pour dire non aux licenciements, pour exprimer leur colère, sans vouloir s'arrêter sur des revendications précises.

Or, après avoir abandonné la revendication envers Ford (quoi qu'on puisse en penser), le fait de s'être rabattu sur le seul objectif d'obtenir un repreneur miracle avait des conséquences. Non seulement cela stérilisait par avance toute intervention indépendante des travailleurs de Blanquefort, mais cela menait ces derniers dans une impasse. Surtout, cela confortait l'idée que le sort des travailleurs dépend du bon vouloir des patrons et du gouvernement; c'était un message de résignation pour tous les travailleurs qui suivaient ce conflit.

Voici ce qu'écrivait Philippe Poutou pour justifier ce nouveau choix:

« Un repreneur pour sauver l'usine ?

Ce fut d'autant plus compliqué que la faible chance de sauver l'usine passait par un processus de reprise peu fiable, les exemples de réussite étant rares. Et Punch, le seul candidat à la reprise, n'a pas suscité beaucoup de confiance. Il s'est montré peu scrupuleux envers nos droits sociaux, exigeant des remises en cause de nos salaires et du temps

1 Tract CGT, 11 juin 2018, en ligne sur le site de la CGT Ford.

de travail comme conditions au rachat.

Cela va aider Ford à dénigrer l'hypothèse d'une reprise, à provoquer encore plus la méfiance chez les collègues et donc à renforcer l'idée qu'il vaut mieux fermer l'usine pour prendre la prime de licenciement. La direction de Ford va d'ailleurs en faire beaucoup pour opposer les salariés les uns aux autres, entre les anciens et les plus jeunes, entre ceux qui veulent absolument partir ailleurs et ceux qui veulent sauver leur emploi. Et pour favoriser les tensions, cette direction va œuvrer pour diviser les collègues entre ceux qui ne souhaitent plus produire et les autres. Le moindre conflit jouant en faveur de Ford car il affaiblit toujours plus le collectif et les liens de solidarité.»²

Le plan de fermeture de Ford-Blanquefort fait partie d'un plan de 5 000 suppressions d'emplois du groupe en Europe afin d'augmenter sa «compétitivité».

Avec le choix des syndicalistes de rechercher un repreneur, les travailleurs de Ford, sans parler des autres travailleurs, se retrouvaient exclus des enjeux du combat. Leur sort n'a jamais été mis en avant en tant que tel, mais uniquement comme résultant, de façon indirecte, d'autres choix: ceux des patrons, ceux de Ford, ceux du prétendu repreneur Punch et ceux du gouvernement. Il était d'ailleurs acquis, et accepté par les négociateurs syndicaux, que ce plan de reprise par Punch ne concerne qu'une partie des salariés de l'usine, plus de la moitié devant être licenciés par Ford (bien sûr pour l'essentiel dans le cadre d'un système de préretraites proposées par Ford). Et cela divisait ainsi les travailleurs en deux catégories. Pire, les responsables syndicaux admettaient d'avance que le repreneur pourrait remettre en cause les RTT, bloquer les

salaires et instaurer une flexibilité accrue. Les responsables syndicaux trouvaient donc acceptable que les travailleurs fassent des sacrifices pour permettre à cet éventuel patron de prospérer. Ce n'est pas le sort des travailleurs licenciés qui a été le point central mis en avant, c'est «la poursuite de l'activité».

Ce paramètre a changé au cours du temps, au fur et à mesure qu'il apparaissait que Ford ne voulait pas de ce deuxième plan de reprise. Pour aboutir, après l'échec du plan de reprise, à la demande auprès des pouvoirs publics d'une reprise d'activité même très partielle, accompagnée là encore du licenciement de la grande majorité des travailleurs de l'usine, selon les déclarations répétées de Philippe Poutou.

Le choix de cette stratégie non seulement ne condamnait pas le fonctionnement du capitalisme, mais tendait à dire qu'en dehors de lui point de salut. Et même si la lutte ne permet pas d'inverser le rapport de force, il est important que les travailleurs comprennent ce qui leur arrive et renforcent leur conscience de classe.

UNE ALTERNATIVE EXISTAIT-ELLE ?

Ce sont les grands groupes capitalistes et leur poignée d'actionnaires qui mènent le monde et qui décident de rayer d'un trait de plume l'activité d'une ville, d'une région... Et pour ce qui concerne Ford, l'attaque contre les travailleurs de Blanquefort est un des éléments d'un plan qui touche toute l'Europe.

Pour être compris des autres travailleurs, et ceux de Ford en tout premier, il faut leur dire que les intérêts des travailleurs de Ford (et des autres) sont liés, car c'est la politique

d'agression patronale contre les travailleurs qui est en jeu, et c'est contre elle que nous essayons de nous dresser. Que chaque recul imposé à Ford et autres patrons potentiels sera un point marqué pour tous les travailleurs. Mais comment faire comprendre cette idée si, en même temps, on se bat pour trouver un repreneur, c'est-à-dire un autre patron? On en revient, qu'on le veuille ou non, à rejoindre la politique des centrales syndicales, lesquelles ne s'embarrassent pas pour déclarer que «cette usine est autant et plus rentable que les autres», en se plaçant sur le terrain voulu par les capitalistes, celui de la concurrence entre les travailleurs. Sans, bien sûr, avoir la moindre des chances d'inverser en quoi que ce soit les choix des dirigeants, qui savent, mieux que quiconque, ce qui est bon pour eux.

UN FRONT COMMUN HORS NORMES AVEC LES ENNEMIS DÉCLARÉS DES TRAVAILLEURS

Tout mettre entre les mains d'un repreneur, Punch en l'occurrence, cela revient à continuer la même politique avec un autre maître d'œuvre. De fait, cela revenait à reprendre à son compte ce que la CGT de Ford condamnait elle-même, à la suite de la désastreuse expérience de 2011, jusqu'à l'été 2018.

Cette stratégie, choisie par Philippe Poutou et ses camarades, consistait à dire et répéter pendant des mois que le sort des travailleurs de Ford n'était pas entre leurs mains, mais dans celles du gouvernement et d'un patron qui accepterait de reprendre ne serait-ce qu'une partie des salariés. Il ne s'agit pas de travailleurs le dos au mur, au terme d'une lutte perdue. Il s'est agi de ce que Phi-

2 Philippe Poutou, «Ford Blanquefort: C'est pas fini!», *L'Anticapitaliste*, n° 457, 5 janvier 2019.

lippe Poutou a défendu comme seul objectif jusqu'à l'effondrement de cette alternative. Le travail des responsables syndicaux a consisté à défendre jusqu'au bout, coude à coude avec le gouvernement, l'offre de reprise proposée par les patrons de Punch.

Cette affaire fut donc l'affaire de « spécialistes syndicaux » qui se sont retrouvés avec le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, et des élus régionaux, défenseurs acharnés et revendiqués du système capitaliste. Le conflit échappait désormais totalement aux travailleurs dont le rôle se ramenait à apporter leur soutien à un patron ou à un autre.

Dans une interview sur France Inter le 28 février dernier, la journaliste Léa Salamé faisait remarquer à Philippe Poutou ce front commun, cette convergence entre le ministre et lui. Celui-ci non seulement ne s'en est pas offusqué mais l'a confirmé, réclamant seulement de son partenaire plus de fermeté.

APRÈS L'ÉCHEC DE LA REPRISE, QUELLE VOIE SUIVRE ?

Une fois l'offre du repreneur tant espérée mise au panier, Philippe Poutou, dont les déclarations sont reprises sur le site du NPA, a affirmé encore : « *Il faut sauver cette usine, pour préserver les emplois concernés dans toute la région.* » Le leitmotiv de Philippe Poutou était toujours : « *Il faut qu'il y ait une activité.* » Pour lui une seule chose importait : « *Les pouvoirs publics doivent prendre le contrôle pour que derrière [la fermeture] il y ait une activité.* » Toutes ces déclarations pourraient être reprises à leur compte par n'importe quel politicien de gauche ou de droite, ce que ces politiciens font à

l'occasion de chaque fermeture d'usine ou de licenciements massifs.

D'ailleurs voici comment, d'après le journal *La Tribune*, Philippe Poutou concluait les entretiens du 20 mars 2019, entre les responsables syndicaux de Ford-Blanquefort, le ministère de l'Économie et les élus régionaux :

« *Nous avons obtenu le minimum de ce que nous espérions puisque l'idée est de travailler sur la réindustrialisations du site et non sur sa revitalisation. Nous avons les élus qu'il faut pour lancer ce groupe de travail et pour aller au bout de la démarche. Nous avons été plutôt surpris, dans le bon sens, par les positions exprimées par Nicolas Florian [le nouveau maire de Bordeaux] et Patrick Bobet [le président de Bordeaux Métropole], favorables à un accord bien plus contraignant avec Ford que ce qui avait été jusqu'ici proposé. Ils ont manifesté de la fermeté, et il en faudra pour que les 20 millions d'euros annoncés par le constructeur automobile soient vraiment utiles.* »

Vingt millions d'euros, cela représente à peine plus de six mois de salaires pour les 850 salariés de Ford-Blanquefort !

Voilà où mènent les choix stratégiques des responsables syndicaux : à se placer sur le terrain des grandes organisations syndicales, qui prétendent jouer le rôle de conseillers, mais qui seront, en cas de crise sociale ou politique, les ultimes défenseurs du système capitaliste.

ABATTRE LE CAPITALISME OU L'AMÉNAGER

Pour illustrer les dérives auxquelles conduisent ces choix politiques, le mieux est encore de laisser la parole à Philippe

Poutou. Voici celles tirées de son article intitulé « *Ford-Blanquefort : Une guerre perdue, reste encore des batailles à mener* », paru dans l'hebdomadaire du NPA, *L'Anticapitaliste*, du 28 mars 2019 :

« *Enfin nous n'abandonnons pas tout espoir d'éviter la disparition de l'usine. Nous tentons de pousser l'État et les collectivités territoriales à reprendre Ford, d'une manière ou d'une autre, terrain, bâtiment et machines, pour y réimplanter une activité, sauvant ainsi quelques centaines d'emplois.* »

La défense des emplois, c'est politique

Car le problème de défense des emplois, directs et induits, est un problème politique, celui d'une intervention des pouvoirs publics contre les logiques destructrices du privé. Il s'agit d'avoir une stratégie industrielle, de prendre en main des outils de production pour lancer des activités socialement utiles, répondant aux urgences environnementales. Cela suppose une confrontation avec les multinationales, de dire stop à leur plein pouvoir, à leur impunité, cela oblige à changer les lois pour réquisitionner, reprendre l'argent public détourné au minimum.

Il y a du chemin à parcourir car lors des premières réunions du groupe de travail pour la réindustrialisation de l'usine, les collectivités territoriales comme le ministère restent encore bien timorés face à Ford qui décide encore de tout. Mais c'est pas fini. »

En quoi de telles déclarations peuvent-elles permettre de renforcer la conscience de classe des travailleurs ? Elles renforcent au contraire l'illusion, largement partagée par nombre de travailleurs eux-mêmes acculés, que la solution ne peut venir que de l'État des bourgeois et d'un « bon » patron capitaliste.

DÉFENDRE ENCORE ET TOUJOURS LES IDÉES DE LA LUTTE DE CLASSE

Si, dans chaque lutte contre les licenciements, il importe de démontrer aux travailleurs que faire face aux mauvais coups du patronat ou du gouvernement est toujours mieux que se soumettre sans combat, encore faut-il que les travailleurs sentent que ce combat est le leur. Chaque point, aussi limité soit-il, gagné par les travailleurs eux-mêmes est un point marqué pour tous les travailleurs. Et c'est ainsi que les travailleurs peuvent sortir renforcés d'un combat que des bureaucrates qualifieront de perdu.

Aussi dures que puissent avoir été, par exemple, les luttes des travailleurs de PSA à Aulnay-sous-Bois en 2012-2013, de Continental à Clairoix en 2009, ou encore de Chausson à Creil de 1992 à 1996, les travailleurs n'ont pu mettre en échec les choix fondamentaux des géants industriels. Mais il n'empêche que, non seulement les travailleurs de ces entreprises sont sortis renforcés à l'issue de leur lutte, mais, bien au-delà, ces combats, chacun à sa façon, ont renforcé le moral d'au moins une partie de la classe ouvrière. Cela, bien sûr, grâce à leur radicalité, et pas en fonction des résultats obtenus, mais aussi et tout autant, par la façon dont ces luttes ont été dirigées: elles l'ont été par les travailleurs eux-mêmes.

Dans chaque conflit, il s'agit de défendre les idées de base du mouvement ouvrier, les valeurs que des générations ont défendues: d'abord rappeler aux travailleurs qu'ils sont victimes de l'appétit de profits d'une classe, la classe capitaliste, que ces capitalistes s'appellent Ford, Renault, Peugeot, Mercedes ou Toyota.

Nous devons affirmer:

«Eux défendent leurs profits,

alors nous, travailleurs, nous avons tous les droits, après avoir été exploités: celui d'exiger de voir garanti notre droit à la vie, nos salaires, le temps qu'il faudra, et cela travail ou pas! Dans ce combat, nous sommes tous unis face à notre patron, à tous les patrons et au gouvernement qui les sert.

Ce que nous obtiendrons ce ne sera pas autour du tapis vert mais ce sera notre bien commun que nous ne pourrions gagner que par nos luttes. Nous prenons l'engagement solennel de nous battre pour tous, c'est-à-dire pour chacun d'entre nous, pour assurer à chacun le maintien de ses ressources, car nous n'avons que ça pour vivre.

Quant aux revendications et aux moyens de lutte, c'est vous et vous seuls qui en déciderez.»

Il s'agit de faire tout l'effort nécessaire pour convaincre de ces idées les travailleurs acculés à la lutte et qui, au départ, ne sont peut-être pas prêts à les partager. Mais il faut en débattre sans complexe afin qu'ils aient ce choix-là. Et l'expérience montre que cela peut même les enthousiasmer. Et même si la lutte était difficile à entamer chez Ford, il était possible de tenir ce langage pour placer la lutte sur un terrain à l'exact opposé de celui qui a été choisi par ceux qui l'ont animée. C'est ce langage qui peut tout naturellement conduire les travailleurs non seulement à prendre leurs décisions collectivement, en assemblée générale, mais aussi à se donner un organisme de direction, un comité de grève démocratiquement élu, qui incarne concrètement leur volonté.

C'est avec ce langage et surtout en se battant pour cette perspective qu'un militant ouvrier communiste révolutionnaire peut, même dans une bataille défensive, limitée à une seule idée, œuvrer pour le renforcement de la conscience de classe des travailleurs, en mon-

trant qu'ils ne sont pas seuls.

On pourrait encore ajouter:

«Nous ne sommes pas seuls. Nos ennemis sont riches et puissants, le grand patronat, ces trusts internationaux et leurs larbins gouvernementaux; mais nous, nous avons des millions, des centaines de millions d'alliés potentiels, nos frères d'exploitation, les travailleurs de Ford en Allemagne et aux USA qui souffrent des mêmes maux que nous et à qui nous allons nous adresser pour leur dire bien haut que nous ne sommes pas en compétition avec eux, mais engagés dans le même combat contre le même patron. Et puis, au-delà, tous les travailleurs sont nos frères de combat, toute notre classe qui enrage de subir la dictature capitaliste et des gouvernements, quelle qu'en soit la couleur. Et, aujourd'hui ou demain, ce combat nous liera et nous offrira la véritable issue à nos malheurs. En attendant, nous allons nous battre pour sauver la peau de chacun, sans exception. Et cette lutte nous sommes prêts à la poursuivre aussi loin que vous serez prêts à la mener: c'est vous qui en déciderez, ce sera notre lutte à tous, conduite par nous tous.»

Par-delà les circonstances concrètes de chaque lutte, la préoccupation essentielle d'un militant ouvrier révolutionnaire est d'être attentif à tous les pas en avant possibles, aussi modestes soient-ils. Mais il faut garder le cap et les principes. Ils restent le gage de vrais succès dans la remontée de la conscience de notre classe. Il ne faut pas les abandonner par suivisme à l'égard des appareils réformistes ni pour quelque raison que ce soit. Car cela revient à subordonner les travailleurs aux illusions inspirées par la bourgeoisie, précisément au moment où, en s'engageant dans la lutte, ils ont besoin de perspectives.

18 avril 2019

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Brésil: des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)
- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

RÉVOLUTION RUSSE

POUR CHANGER LE MONDE, LES TRAVAILLEURS AU POUVOIR

- Texte des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud au meeting du 20 octobre 2017 à la Mutualité (n° 150)

- Le capitalisme: un système économique à l'agonie, un ordre social à renverser (N° 159, 22 février 2019)



- L'industrie pharmaceutique soumise à la rapacité des capitalistes (N° 158, 18 janvier 2019)

• IDÉES/HISTOIRE

- Le monde paysan, l'alimentation et la planète sous la dictature du capital (N° 157, 16 novembre 2018)
- 80 ans après la fondation de la IV^e Internationale, le trotskysme seul programme pour l'émancipation des exploités (n° 156, 19 octobre 2018)
- Un siècle après la révolution d'Octobre, la Russie à l'heure du capitalisme décadent (n° 155, 15 juin 2018)
- L'explosion sociale de Mai-Juin 68 (n° 154, 13 avril 2018)
- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)
- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales » ? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant cinq timbres à 0,88 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe*?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché-aux-poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

Tabac-Presse Le Marigny
47, rue des Arènes

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

SAINT-ETIENNE

Librairie Mauvais genre
11, rue Léon-Nautin

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenastr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €, autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière - Arbeitersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 - SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203
<http://www.the-spark.net>



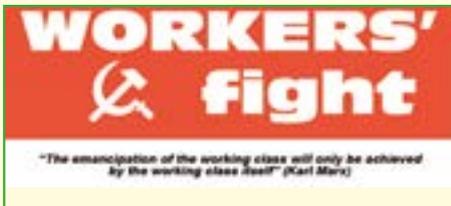
Revue trimestrielle publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND 21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € - Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille - 97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugée
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire internationaliste publié par l'Organisation des travailleurs révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO - ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linernazionale.it> - contact
e-mail: linernazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>